DEFENSE OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Maurice BARDÈCHE
Wagram, Bendoeng, Berlin

●

Georges OLLIVIER
De Yalta à Formose

●

Pierre HOFSTETTER
Du départ de Churchill aux Elections Anglaises

●

Jean PERRÉ
Mao-Tse-Toung et la Force Chinoise

●

Pierre FONTAINE
Les « Scandales de la IVe »

UNIVERSI
OF MICHIGA
AUG 31 19
PERIODICAL
READING ROO

N° 24
Prix : 100 fr.
Mai 1955

AU SERVICE DE LA MODE

ET DU

BON GOUT FRANÇAIS

FERNAND SAUX

TAILLEUR & EX-COUPEUR
- DE GRANDE MAISON -

HOMMES & DAMES

Remise 10 % aux lecteurs de "Défense de l'Occident"

119, Boulevard de Grenelle - **PARIS 15e**

Téléphone : SEGUR 18-41

Métro : La Motte Piquet

"Clartés sur le Maroc"

par le Colonel PIZUN

et le Commandant LE ROCH

Si vous êtes intéressés par le problème marocain lisez et diffusez la brochure publiée des spécialistes des questions marocaines.

Souscription par exemplaire 100 frs

C. C. P. LE ROCH 1-194-66 RENNES.

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS

- Maurice BARDECHE : Wagram, Bendoeng, Berlin 3
- M. B. : 8 mai 1945 11
- Georges OLLIVIER : De Yalta à Formose 16
- P. F. : Journées des Dupes en Algérie 25
- P. H. : Du départ de Churchill aux Elections anglaises. 29

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

- J. M. A. : En attendant de lire Marcel Déat 35
- Jean PERRE : Quand le Dormeur s'éveille - Mao-Tse-Toung et la force chinoise 38
- Pierre HOFSTETTER : Des anglais jugent la France .. 50
- L'Activité de « Défense de l'Occident » 56
- Notre numéro spécial sur Robert Brasillach 58

LES LIVRES DU MOIS

- Bernard VORGE : « Au seuil de l'Esotérisme », de Paul Sérant (Grasset). — « Ils ne savent pas ce qu'ils font », de Jean Madiran (Nouvelles éditions latines) .. 59

Jacques Poillot : « Autopsie des Etats-Unis », de L. L. Matthias 60

St. P. Lettres Espagnoles « La Gran Borrachera » 65

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

- Pierre FONTAINE : « Les scandales de la IVe » 67

Yves TAMARIS : Albert Einstein 79

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles) — Abonnements : 1 an, 1.000 fr - 6 mois, 600 fr., Etranger : 1 an, 1.300 fr. - 6 mois, 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de .....

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n° .....

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature :

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Wagram, Bendoeng, Berlin

L'opération de front populaire maintes fois annoncée ici depuis deux ans a commencé le 5 mai à la Mutualité avec le putsch du Congrès radical. Opération menée dans le style léniniste, le Congrès radical n'a été rien d'autre qu'un coup de force fondé sur l'invasion de la salle par les effectifs des « sections » comme en 1793. On y retrouve le même désordre, le même bluff, la même malhonnêteté essentielle : les barrières de contrôle renversées, l'invasion de la salle, quinze cents mains brandissant une carte d'abonnement de la ligne Paris-Sceaux et le tour est joué, grâce à la complicité du malhonnête Herriot, gâteux, poussif, débordé et crevant de peur de n'être pas assez « à gauche ».

Ce 18 Brumaire radical indique assez le style que compte employer Mendès pour transformer un gouvernement de front populaire en un fascisme juif. La direction du parti radical, plaque tournante de la future majorité, était absolument nécessaire à la réussite de l'opération. Elle permet de contrôler la désignation des candidats radicaux et d'obtenir un groupe charnière acquis à l'idée d'un néo-front populaire. La seconde opération devrait consister à débarquer Guy Mollet, autre gêneur qui pourrait menacer sur sa guche le rooseveltisme juif. Déjà, on a sérieusement entouré Guy Mollet de mentors hébraïques : mais la chute serait une sûreté meilleure encore. N'en doutons pas, c'est sur cet enjeu d'un new-deal juif, d'un rooseveltisme juif que vont se jouer en réalité les élections de 1956. Et les surprises ne nous manqueront pas. Une bonne partie des R.P.F. et des radicaux plus profondément atteints par le virus juif et marxiste qu'ils ne le croient eux-mêmes, en ne

voyant que ce moyen de sauver le riche butin volé en 1945 voleront au secours du tapis magique que Mendès va promener dans quelques mois à travers le pays. Et une fois l'élection faite, un putsch analogue à celui du Congrès radical rendra définitive la spoliation de notre pays.

Le discours de Thorez devant le Comité Central du parti communiste a rempli de joie les mendésiens opportunistes et en particulier *Le Monde* : le parti communiste condamne le front populaire style Mendès. Mendès est donc un *adversaire du communisme*, et même son cartel des gauches est l'instrument le plus efficace contre le communisme. A ce raisonnement triomphant, il est malheureusement trop facile de répondre. Quelle garantie d'anticommunisme Mendès a-t-il donnée ? Quelle sûreté offre-t-il ? Aucune. Ses supporters restent le Boris de Londres, le Claude Bourdet subitement réconcilié, la jeune garde « jacobine » qui veut un climat « révolutionnaire », enfin la LICA qui lui a apporté un appui un peu indiscret au Congrès de Wagram, c'est-à-dire tous ces aimables « réformistes » que nous avons déjà vus à l'œuvre en 1945. De Gaulle non plus ne croyait pas être un instrument du communisme, il l'était à son insu. La « poussée » mendésiste placerait Mendès dans les mêmes conditions que de Gaulle en 1945 : elle l'obligerait à rechercher, malgré lui, pour accéder au pouvoir, l'appui ou tout au moins la neutralité bienveillante du parti communiste. Idéologiquement, Thorez et Mendès se disputent peut-être, en partie du moins, une clientèle voisine, ils peuvent se croire rivaux : en fait, les nécessités du pouvoir en feront des complices, que Mendès le veuille ou non, et on sait le prix que cela coûte.

Nous, nationaux, nous devons dire sans nous lasser les dangers immenses que ce coup de force comportera pour notre pays. Mendès est, médicalement, un être inquiétant. Avec une extrême intelligence mercantile, son comportement est celui d'un paranoïaque et d'un anxieux, qui se jette la tête la première dans n'importe quelle solution, simplement pour être débarrassé, suivant le célèbre réflexe de la *fuite en avant* qui est classique dans la psychiâtrie spéciale de ces tempéraments. Plus dangereux qu'Hitler

qu'une ascendance terrienne rattachait à la race allemande et à la sensibilité allemande, Mendès sera l'homme des coups de théâtre, des crises de nerfs, des décisions soudaines et improvisées. Un pays risque beaucoup sous une telle conduite. Empêcher la nation de se livrer par désespoir et ignorance à ce nerveux irresponsable, empêcher les élections de prendre la tournure d'un plébiscite, voilà la tâche du pays réel aux prochaines élections. Mais pour cela l'opposition doit apporter des idées et un sang nouveau. Elle doit s'unir sur une charte simple et claire. Elle doit se désolidariser des folies qui ont été faites depuis dix ans. Elle doit être l'incarnation d'une France saine contre les idéologies morbides et le grand capitaliste international. Le mendésisme a pris le départ par le bluff, la violence et le truquage des scrutins. Mais cela n'est qu'un commencement. Ce sont ces méthodes mêmes qui feront sa faiblesse, et le déconsidéreront devant l'opinion (1).

*
* *

A l'autre bout du monde, la conférence de Bendœng est le triomphe de l'absurdité démocratique. Le rooseveltisme qui a inspiré l'O.N.U. comme il a inspiré Téhéran et Yalta montre une fois de plus toute sa nocivité. L'esprit de la conférence de Bendœng est l'esprit de l'O.N.U. en 1945 et la Chine s'en est servi avantageusement comme la Russie s'était servi de l'O.N.U. dix ans plus tôt. L'irréalisme démocratique qui considère comme des *voix* égales l'opinion d'un illettré et celle d'un responsable a aussi pour conséquence de considérer comme des valeurs égales le suffrage d'un

---

(1) Il n'est pas impossible que l'opération soit plus ténébreuse encore. On aura pu remarquer la coïncidence entre le coup de Wagram et l'opération boursière destinée à créer en France un climat de crise et de panique. Les banques qui sont derrière Mendès ont organisé le krach, et ce n'est probablement qu'un début. L'objectif des grandes banques juives est de créer une situation de panique et de mécontentement, à la faveur de laquelle le Roosevelt français apparaîtra comme un sauveur. Ajoutons que la même banque vient de conclure, après plusieurs mois de démarches à Moscou, une importante affaire de fournitures à la Roumanie.

grand Etat moderne et celui d'un petit pays dont le poids réel est nul et l'indépendance toute fictive. Quelle que soit la sympathie qu'on puisse avoir pour certains points de vue soutenus par le monde arabe, il est impossible de ne pas souligner qu'à Bendœng nous sommes en pleine confusion et en pleine absurdité. L'esprit démocratique de Bendœng, cet esprit spécifiquement antifasciste et antiraciste, qui est celui de Lake Success, est le contraire même des tendances profondes du monde arabe. La présence des Etats arabes n'est justifiée à Bendœng que par un opportunisme qui leur fait oublier leurs véritables intérêts pour trouver une tribune passagère. Qu'est-ce que l'Egypte de Nasser est allée faire à une conférence qui condamnerait avec la dernière énergie le régime autoritaire de Nasser si celui-ci n'était pas momentanément au nombre des invités ? Et quoi est-il utile à l'Egypte d'aider la Chine de Tchou-en-Lai à remporter un succès de prestige ? Une communauté qui rassemble les Egyptiens, les Syriens, les Chinois communistes, les Indochinois du Vietminh et ceux du Vietnam, les Indonésiens, est le type même de la fausse communauté et son apparition ne peut réserver que des déboires. D'autre part, qu'est-ce que représentent en fait de puissance économique et militaire les participants de la conférence de Bendœng ? A peu près rien. Leur puissance militaire est nulle et le restera toujours. Leur richesse économique est grande, mais, pour l'instant du moins, ne leur appartient pas et ne leur appartiendra que le jour où ils disposeront d'une puissance militaire réelle pour assurer leur indépendance. Ils n'ont pas le pouvoir d'instituer une politique ni la force nécessaire à la faire triompher. Ils dépendent exclusivement d'autrui pour la réalisation de leurs objectifs. En cela, ils ressemblent encore beaucoup à l'O.N.U., tribunal sans pouvoir quand elle n'a pas à sa disposition le bras séculier des Etats-Unis. Cette communauté de carton-pâte, aussi inconsistante par ses principes qu'impuissante par ses moyens, ne sert donc absolument à rien sinon à quelques desseins de propagande. Vitrine factice, elle n'a servi qu'à exposer des rêves aussi inexistants qu'elle, puisqu'elle ne dispose d'aucun moyen de les réaliser. Finalement, elle a permis au crypto-communiste Nehru et au communiste Chou-en-Lai

une sorte de succès de congrès, qui ne profite qu'au camp soviétique.

Appelons les choses par leur nom : les participants de la conférence de Bendœng ne constituent à aucun titre une *troisième force* comme l'a stupidement écrit notre presse officielle. Car une *troisième force* doit être d'abord *une force,* ce qu'ils ne sont pas. En cas de guerre, aucun de ces pays ne serait capable de défendre son territoire : ils deviendraient autant de pays occupés ou abandonnés par les belligérants au gré de leur stratégie. Ils ne sont pas plus une *troisième force* que l'Europe actuelle n'est une troisième force. Il y a entre l'Europe et eux cette différence que l'Europe pourrait devenir *réellement* cette troisième force si elle en avait la volonté, tandis que les pays de Bendœng ne pourront que *s'agréger* s'ils le veulent à une troisième force européenne, la compléter par leur apport économique et leurs points d'appui stratégiques, mais à la conditions d'accepter les conditions mêmes de l'établissement d'une troisième force européenne. On voit qu'il y a là bien du chemin à parcourir. En tout cas, la conférence de Bendœng aura été utile pour nous montrer, une fois de plus, les périls majeurs du neutralisme. La solution d'une *troisième force* n'est valable, on ne saurait trop le répéter, que sous une double condition : premièrement que cette troisième force soit une force réelle, c'est-à-dire une force armée se suffisant à elle-même et capable d'assurer sa propre défense, et deuxièmement que cette troisième force repose sur des gouvernements anticommunistes absolument décidés à ce que leur neutralité ne soit pas une étape de l'infiltration et de la conquête soviétique, c'est-à-dire aussi fermement résolus à faire triompher leur indépendance sur le plan intérieur contre toute activité du parti communiste que sur le plan extérieur contre toute pression de l'étranger. A ce titre, le crypto-communisme de Nehru contient une leçon pour l'Europe : il est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Un seul Nehru en Europe nous rapprocherait plus de la guerre que dix Schumann et dix Adenauer. L'indépendance de toute troisième force doit être garantie par sa vocation anti-communiste absolue.

*
* *

La conférence qui se prépare sur l'Allemagne va juger la politique occidentale de ces dernières années. Le résultat en est malheuresement prévisible. Malgré les déclarations spectaculaires des Occidentaux, on ne voit absolument pas pour quelles raisons l'U.R.S.S. abandonnerait l'Allemagne orientale sans rien recevoir en échange.

Qu'est-ce que la prétendue « position de force » à partir de laquelle nous sommes si fiers de négocier ? Exactement rien si elle n'aboutit à une menace de guerre, à un ultimatum plus ou moins dissimulé. C'est bien ce qu'on veut nous dire quand on explique : « L'U.R.S.S. ne comprend que la force, ne respecte que la force, elle s'inclinera. » Et si elle ne s'incline pas ? Nous avons déjà rencontré quelqu'un dont on nous disait aussi qu'il ne comprenait que la force, qu'il ne respectait que la force, et dont le bluff devait se dégonfler devant notre fermeté. C'était en 1939. On a vu la suite.

L'U.R.S.S. n'a aucune raison de s'incliner devant la *force* des Occidentaux, car cette force est factice. Elle n'est pas factice par son potentiel, elle est, au contraire, sous ce rapport, très supérieure à la puissance du bloc oriental. Mais elle est factice politiquement. L'Occident fera la grosse voix et c'est tout ce qu'il fera. *Car le bloc atlantique est incapable de décider la guerre.* C'est cette infirmité politique qui annule sa suprématie économique. L'U.R.S.S. le sait. Donc l'U.R.S.S. ne cèdera pas. Et qu'est-ce qui se passera ? Rien.

S'engager dans une politique commandée par une « position de force », c'est s'engager dans une partie de poker. Le bloc atlantique a-t-il la volonté, a-t-il même la possibilité d'aller jusqu'au bout ? Non. Donc, il perdra la face.

Quel sera le résultat de cette défaite diplomatique à laquelle nous courons avec tant de légèreté ? Dès maintenant, on peut prédire qu'il sera grave. L'opinion allemande n'acceptera pas que l'Allemagne paie de sa division définitive l'échec du bluff atlantique. Aucun raisonnement, aucun engagement, aucune force au monde ne pourront empêcher un gouvernement allemand d'entrer en relations avec l'U.R.S.S. pour la solution directe de cette question. On

connaît les conditions de l'U.R.S.S. Il n'est pas douteux qu'elles seront finalement acceptées par l'Allemagne devant la carence du bloc atlantique. L'Allemagne deviendra donc une nation neutre, son armée, quelle qu'elle soit, sera incapable de contrebalancer l'armée soviétique, la politique sera donc nécessairement une politique de ménagement à l'égard de l'U.R.S.S. plutôt qu'une véritable politique de bascule.

Cette solution aura d'autant plus d'inconvénients que les Américains paieront, à ce moment-là, l'obstination avec laquelle ils ont voulu s'opposer à toute renaissance des forces nationales. Ce n'est pas le nationalisme allemand qui fera, par réalisme, la politique de Rapallo, ce sera la sociale démocratie. Or, une politique de ménagement de l'U.R.S.S. peut très bien se concilier avec une politique d'endiguement du communisme si elle est dirigée par des forces anticommunistes. Elle devient, au contraire, une politique de pénétration communiste si elle est dirigée par des forces marxistes. Et l'on peut voir d'ici quel avenir donnera à l'Europe la combinaison d'une Allemagne sociale-démocrate louchant vers Moscou et d'un gouvernement de Front Populaire en France aligné dans la même direction.

Je ne crois pas à l'abandon de l'Europe par les Américains, l'enjeu a trop d'importance stratégique. Mais je crois à l'abandon de *l'idée européenne* devant cet échec. Coincé entre un neutralisme agressif qui ne sera que la forme la plus nouvelle de la pénétration communiste et un nationalisme défiant qui refusera tout crédit à l'Allemagne, l'idéal européen apparaîtra alors comme une rêverie chimérique de l'après-guerre.On s'apercevra alors, mais trop tard, que le pacte atlantique a tué l'idée européenne. On accordera alors plus d'importance, mais trop tard, à la notion que nous avons toujours présentée en vain d'une Europe indépendante. On comprendra peut-être alors, mais trop tard, que l'existence de forces nationales vigoureuses et jouant un rôle réel dans leurs pays était la solution qui pouvait sauver l'Europe.

Car là était, là est encore, la seule voie de conciliation qui pouvait s'ouvrir entre l'Orient et l'Occident, mais nous savons trop qu'elle ne sera pas prise en considération. Une

Europe indépendante jouant honnêtement son rôle de troisième force, refusant de participer à une politique de croisade et d'encerclement mais prenant une position réaliste et solide entre les deux blocs pouvait devenir un terrain d'entente. Mais la garantie des Etats-Unis dans cette combinaison, et c'est cette garantie qu'on s'est toujours refusé à préparer et à prévoir, c'était que cette Europe fût conduite par des forces anticommunistes indiscutées. Or, nous n'avons à choisir aujourd'hui qu'entre des neutralistes qui sont des agents de Moscou ou des américanophiles aveugles que la diplomatie de Washington entraînera dans son échec. La troisième force géographique est probablement irréalisable parce qu'on n'a jamais permis à la troisième force politique d'exister.

Les résultats décevants qui attendent l'Europe de Strasbourg ne doivent pas nous décourager. Quel que soit l'optimisme de nos politiciens, nous croyons, répétons-le, à un échec total de la politique occidentale actuelle. Cet échec ne changera pas notre conviction. Nous continuons à penser, quels que soient les événements, que la création d'une communauté européenne indépendante est le seul avenir possible pour la France, que cette communauté a pour base essentielle l'alliance franco-allemande, enfin que ces deux objectifs ne peuvent être atteints que si la France et l'Allemagne sont deux nations saines et fortes, débarrassées des agents du communisme et de leurs complices. En s'écartant de l'esprit de Potsdam et de Yalta, l'Amérique a essayé de réparer ses erreurs dramatiques dans la conduite de la guerre. Mais elle n'a fait que la moitié du chemin. C'est la cause de l'échec qu'elle va enregistrer dans les prochains mois. Espérons que cet échec lui ouvrira les yeux et qu'elle apercevra alors, à la lumière de sa déconvenue, qu'il reste encore à faire la moitié du travail : éliminer les forces crypto-communistes camouflées sous l'étiquette antifasciste qui se sont installées au pouvoir en Europe occidentale et rechercher les forces saines qui peuvent conduire les pays d'Europe à l'union, à l'indépendance et à une paix durable.

Maurice BARDÈCHE.

8 Mai 1955

Dix ans après la capitulation des armées allemandes, on peut établir ainsi le bilan des pertes et profits de la France dans cette guerre.

En 1939, notre empire colonial s'étendait sur deux continents, il était calme et prospère. En 1955, nous avons perdu la Syrie, l'Indochine, les comptoirs de l'Inde ; nous avons accordé l'autonomie interne à la Tunisie sans savoir ce que l'avenir fera de cette concession ; l'Afrique du Nord est menacée.

En 1939, l'armée française passait pour la première armée continentale du monde et elle n'avait pour rivale que l'armée allemande. En 1955, notre armée, qui nous coûte beaucoup plus cher que l'armée de 1939, a cessé d'être une armée d'importance mondiale, et, parmi les armées secondaires, elle est regardée comme moins efficace que l'armée espagnole, l'armée suédoise et, dit-on, l'armée suisse.

En 1939, la flotte française se classait au troisième rang après celles de l'Angleterre et des Etats-Unis. En 1955, il est impossible de fixer avec précision le rang de la flotte française qui en est réduite à emprunter des porte-avions pour des missions d'urgence et qui est incapable d'assurer en cas de crise la défense de l'Empire.

En 1939, la France était une grande puissance mondiale dont le rang et le rôle étaient indiscutés. En 1955, la publication des procès-verbaux, tronqués, des conversations de Yalta nous apprennent, ce que nous savions déjà, que la France n'est plus considérée comme un partenaire à droits égaux par les grandes puissances et qu'elle n'est invitée que par courtoisie à exposer son point de vue dans les délibérations essentielles.

En 1939, les communistes avaient cinquante députés et représentaient à peine plus de 10 % des électeurs. En 1955, ils ont cent quinze députés et revendiquent 28 % des voix. Ce chiffre leur est disputé avec âpreté et le ministre de

l'Intérieur répond victorieusement qu'il convient de le ramener à 25 %.

En 1939, il était considéré comme inquiétant qu'il y eût de 13 à 15 % d'abstentionnistes. En 1955, les plus récentes consultations électorales font apparaître un nombre d'abstentions voisin de 35 % et, en certains départements, ce chiffre a atteint 60% .

En 1939, l'infiltration juive était déjà considérable dans la politique, le journalisme, les lettres, les professions libérales, les affaires. En 1955, les spécialistes considèrent que cette infiltration a triplé dans ces mêmes milieux, bien que la population juive en France n'ait augmenté ni en nombre ni en qualité.

En 1939, la France était une nation indépendante et souveraine, au moins en apparence. Elle conduisait ou semblait conduire sa politique et sa diplomatie en s'inspirant seulement de ses intérêts. En 1955, la diplomatie de la France et sa politique générale sont *alignées* sur celles de la Communauté Atlantique et nous n'avons pas plus la possibilité de disposer de nos décisions politiques que celle de disposer de notre armée.

En 1939, l'Allemagne et toute l'Europe centrale séparaient la France de l'armée rouge. En 1955, la France affaiblie politiquement et militairement n'est plus séparée de l'armée rouge que par un désert politique et militaire. Elle n'est plus protégée contre l'invasion et son territoire ne sera défendu qu'autant qu'il plaira au commandement atlantique.

Il n'y a pas de défaite dans l'histoire de la France qui ait été marquée, dix ans après, par des conséquences aussi tragiques, que la prétendue « victoire » du 8 mai 1945. L'anniversaire de la capitulation allemande à Reims n'est pas seulement celui de la défaite allemande, il peut compter aussi, à bon droit, parmi les jours les plus sombres de notre histoire. Et je suppose qu'il est peu de vrais Français qui, s'ils avaient le pouvoir de faire revenir en arrière l'horloge de l'histoire, ne souhaitent au fond d'eux-mêmes pour leur pays que nous puissions revenir à l'année 1939 et au rang que nous avions avant la guerre.

Les efforts des hommes d'Etats alliés ont consisté de-

puis cinq ans à reconstruire ce qu'ils avaient détruit. Chaque année, avec patience, la diplomatie des Alliés roule son rocher de Sisyphe et, dix ans après la fin de la guerre, elle essaie une fois de plus d'aborder l'inextricable problème du traité de paix. Cette situation sans précédent dans l'histoire souligne assez par elle-même l'impéritie, l'imprévoyance et l'entêtement stupide des prétendus « hommes d'Etat » qui ont joué un rôle dans la seconde guerre mondiale. Non seulement ils n'ont pas su prévoir que cette guerre ne pouvait se terminer que par un affaiblissement réel de leurs propres pays au profit de l'Union Soviétique seule, mais encore ils n'ont jamais compris et sont encore aujourd'hui incapables de comprendre qu'ils ne se dégageront sans doute de l'état de guerre dans lequel ils se sont mis, des frontières provisoires de guerre qu'ils se sont données que par une troisième guerre mondiale dans laquelle ils joueront leur existence — et la nôtre — sur des cartes ridiculement faibles. Théocralysie chez Roosevelt, l'alcoolisme chez Chruchill, la tuberculose chez Hopkins, le crétinisme béat chez Eisenhower sottise était endémique chez tous et elle a pris, à la fin de la guerre, une forme critique et galopante. Cette guerre a été conduite par des malades chez lesquels la malformation physique a dégénéré en haine morbide et aveugle La paralysie chez Roosevelt, l'alcoolisme chez Churchill, la tuberculose chez Hopkins, le crétinisme béat chez Eisenhower leur ont enlevé tout réflexe de bon sens et de santé. Les comparses même furent des anormaux : de Gaulle acromégalique et aberrant. L'irréalisme, la cruauté, l'incapacité de prévoir ou même simplement de comprendre l'effet des mesures de guerre qu'ils ordonnèrent ont fait d'eux des instruments de la haine juive qui les a investis de toutes parts et les a empêchés d'avoir la moindre notion juste des événements. Le monde a été conduit par des gâteux. Le seul homme qui ait été moins nocif que les autres dans toute cette affaire est le chemisier Truman, petit commerçant promu par hasard à la tête de l'entreprise et qui apporta un peu de bon sens commercial dans la maison. On n'a aucune peine à comprendre que les Russes aient triomphé aisément de cette poignée d'hystériques et de malades. Ils n'avaient pas de génie. Staline ne fut guère qu'un despote oriental

coupeur de têtes qui se contenta de profiter des fautes de ses partenaires et qui en fit à son tour d'énormes dans la conduite de la politique d'après-guerre : on peut dire presque avec certitude que si le communisme ne s'est pas rendu maître de tout le bloc eurafricain entre 1945 et 1948, c'est aux fautes politiques de Staline que nous le devons. Mais dans la conduite de la guerre elle-même et dans l'exploitation immédiate de la victoire, le bon sens des Russes l'emporta aisément. Ils furent les seuls dans cette aventure à ne pas se laisser conduire par la haine raciale, phénomène d'autant moins étonnant qu'ils étaient responsables de la disparition discrète d'un ou deux millions de Juifs dont on n'a jamais pu retrouver la trace entre la frontière polonaise et la « réserve » de Birobidjan, république sibérienne où le peuple juif était censé mener une existence idyllique dans les horizons bibliques de la tourdra.

Il y a une morale à tirer de cette fable. Ce ne sont pas les conditions économiques qui mènent le monde, comme le disent les marxistes, ce sont les idées. Notre imagination a plus de poids dans l'histoire que nos livres de compte. Nos sentiments, nos haines, nos passions nous font commettre les fautes qui commandent ensuite notre destin. Le monde moderne est surchargé de pensée, il est comme *survolté* par un énorme courant de pensée. Et c'est cette puissance de la pensée qui s'inscrit dans l'histoire, qui modèle le monde comme une terre glaise et, au cours des grandes crises, lui donne sa forme pour un temps. Mais il y a une condition d'efficacité de la pensée moderne qui est l'autre grande leçon de la guerre : c'est que toute pensée doit se transformer en canons. Il faut même dire plus exactement qu'une pensée n'existe en histoire qu'autant qu'elle se traduit en canons. Staline, homme médiocre, a eu tout de même une idée juste qui a été la base de toute sa puissance. Il a compris et réalisé la leçon de Lénine enseignant que l'essentiel était l'Armée rouge. La force qui a sauvé le communisme n'est pas la vérité du communisme mais l'armement de l'Armée rouge. Et la force actuelle de la pensée communiste ne provient pas de la vérité du communisme, elle provient uniquement de l'existence de l'Armée rouge. Si la Russie communiste avait été écrasée en 1921 ou si on avait laissé Hitler l'écraser en

1943, il n'y aurait plus de péril communiste dans le monde, il n'y aurait plus qu'une pensée communiste, répandue, nocive, mais impuissante. La loi du monde moderne est la toute-puissance de la pensée, mais la pensée est comme le bernard l'hermite : il lui faut sa coquille, hors de son armure elle n'est rien.

Tirons de tout cela les conclusions qui s'imposent. *Armement d'abord.* Les positions de neutralité pure sont des positions chimériques qui font le jeu des puissances bien armées car elles leur laissent la conduite des événements. Armons l'Europe, puisqu'on nous l'offre. Armons l'Allemagne, puisqu'on nous l'offre. Il en sortira toujours quelque chose. S'il se dégage un jour une pensée européenne pour nous tirer de ce chaos où nous a plongés le 8 mai 1945, qu'elle trouve à sa disposition les armes qui lui sont nécessaires. Si ces armes sont entre les mains de nos adversaires, ne nous décourageons pas, elles peuvent tomber entre nos mains un jour. Quiconque fond un canon sait seulement une chose, c'est qu'il fond un canon ; il ne sait pas qui en allumera la mèche.

Voilà ce que nous devons dire à nos camarades allemands. Toute neutralité est une démission. Un pays neutre est un pays femelle, qui subit la décision des autres et qui est hors d'état d'imposer jamais sa propre décision. Un pays n'existe, une pensée n'existe, une civilisation n'existe que par leur armée. Prenons d'abord ces canons qu'on donne à l'Europe, car ils sont le commencement de l'Europe. Vous vous plaignez d'être des mercenaires, rappelez-vous qu'il y a des pays où les armées des mercenaires se sont emparées de l'empire : il n'y en a pas où une nation neutre se soit jamais emparée de n'importe quoi. Si l'Europe doit exister un jour, il faut d'abord une armée de l'Europe, des canons appartenant aux nations d'Europe, même s'ils doivent dépendre d'un quelconque commandement atlantique. Nous aimons bien la bonne Allemagne, l'Allemagne des buveurs de bière, mais ne l'oublions pas, ce qu'il faut à l'Europe, c'est un casque et une épée. C'est regrettable peut-être, mais c'est ainsi : en dehors de ces attributs, il n'y a pas de nation, il n'y a que des esclaves qui ne boivent leur bonne bière qu'avec la permission des voisins.

M. B.

De Yalta à Formose

En 1952, peu avant que le Parti démocrate ne s'écroula sous le poids de ses fautes, un des journalistes les plus réputés des Etats-Unis, Drew Pearson, eut la « témérité » (c'est lui qui le dit) de désigner au général Eisenhower, à son quartier général de l'O.T.A.N., les hommes et les groupes avec lesquels il allait avoir des difficultés : l'aile droite (« isolationniste ») du Parti républicain, les amis de Tchang Kaï Chek et leur porte-parole, Mac Carthy.

Human Events, du 17 mars 1954, qui fait allusion à cet entretien, écrit que le général ne parut pas très bien voir où Drew Pearson voulait en venir : arrivé à la Maison blanche, le général était discrètement invité à écarter l'aile droite de son parti(les anti-communistes les plus convaincus) et s'entendre avec le Parti démocrate ; s'il ne suivait pas la tradition Rooseveltienne de la politique « bi-partisane », il subirait le feu des attaques des journalistes « libéraux ». Il fallait, en effet, quelle que fût la volonté manifestée par les électeurs, que les hommes d'un certain « juste milieu » gardent le pouvoir, reprennent contact avec les Soviets et travaillent à l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U. d'où serait banni Tchang Kaï Chek.

En dépit de la victoire, cependant écrasante de 1952, c'est la politique qui a été suivie point par point, comme si un chef invisible (un Bernard Baruch peut-être ?) en avait ordonné tous les détails à tous les politiciens et journalistes sur lesquels il aurait eu barre à Washington et New-York.

L'adversaire le plus gênant était Mac Carthy : c'est un excellent orateur dont les dossiers avaient été alimentés par des disciples obscurs mais agissants. Il est temporairement mis à l'écart. L'inaction du Président Eisenhower a fait le reste : dès 1954, une faible majorité démocrate est revenue

au Congrès. Si aucun de ses membres n'a été appelé au gouvernement, ils se sont néanmoins emparés de toutes les commissions parlementaires et l'on doit compter avec eux.

Tout de suite, ils ont exigé des représailles contre le vice-président Nixon, coupable d'avoir dénoncé les complaisances du Parti démocrate pour les Bolcheviques depuis 1941. Afin d'arranger les choses, Eisenhower l'a envoyé en mission au Nicaragua. Son voyage a, d'ailleurs, été triomphal ; il ne pouvait guère en être autrement dans un pays qui venait d'échapper au communisme.

Cependant, Eisenhower et ses collaborateurs faisaient pression sur les parlementaires susceptibles de se rallier à un parti fondé par Mac Carthy pour qu'ils apportent leur appui à la Maison blanche. Depuis la fondation du *New Deal* la présidence dispose de moyens d'action considérables contre les parlementaires récalcitrants : le plus efficace est le refus de la manne fédérale pour les travaux locaux. Au bout de quelques mois, les entreprises et municipalités privées de subventions supplient leur représentant à Washington de renoncer à une opposition stérile. C'est, à n'en pas douter, cette procédure énergique qui a valu au Président quelques ralliements sensationnels, ceux de Dirksen et de Millikan, par exemple. Ce dernier passait pour si intransigeant qu'il était classé parmi les « réactionnaires bourboniens ».

Il y a aussi les dossiers de police, plus nombreux à mesure que se développe la police fédérale. Ces dossiers, un jeune Israélite attaché au cabinet d'Eisenhower, Rabb, passe pour les manipuler avec une grande autorité. Nombreux sont au Capitole les personnages qui les redoutent : la vie d'un homme politique américain exige de grandes sommes d'argent ; il est vrai qu'elle procure aussi beaucoup d'occasions d'en gagner, mais à un prix qui rend souvent l'enrichi vulnérable.

Après avoir repris le parti en mains, Eisenhower a invité à dîner les Républicains les plus en vue afin d'étudier les moyens de lui donner un aspect plus « progressiste ». La plupart des convives ont suggéré d'en rajeunir les cadres de façon à attirer la jeunesse aux urnes. Quelques-uns ont mis en garde contre un glissement trop prononcé à gauche

qui développerait l'abstentionnisme, considérable depuis une vingtaine d'année. Il fut donc convenu que le parti resterait modérément « conservateur », mais qu'il ne serait plus « réactionnaire ».

Ces mots peuvent sembler n'avoir aucun sens aux Etats-Unis, mais ils font partie de la phraséologie des politiciens vendus aux louches puissances financières qui cherchent à entraîner le pays dans la voie de l'internationalisme marxiste.

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire, le Président Eisenhower pourrait, avec succès, faire une toute autre politique s'il ne subissait pas la pression constante de son frère, des membres de son cabinet : Sherman Adams, Rabb, Hagerty, et d'un certain nombre de journalistes, les frères Alsop, Walter Lipmann, qui ne voudraient pas déplaire à Bernard Baruch, au sénateur Lechmann ou à Nahum Goldmann.

Ainsi que le faisait remarquer John Flynn dans l'*American Mercury* de février 1955, cinquante millions d'Américains sont à la recherche d'un parti qui leur convienne : aux dernières élections, sur cent millions d'éligibles, soixante-quatorze millions se sont fait inscrire et quarante-deux millions seulement ont voté. Pourquoi, d'ailleurs, les abstentionnistes se seraient-ils dérangés ? Chaque année qui passe les ancre dans l'opinion que, quelles que soient les marionnettes au pouvoir, ce sont toujours les mêmes influences qui se font jour, c'est toujours la même politique qui progresse suivant une ligne tracée d'une façon implacable et depuis fort longtemps, semble-t-il.

Quoi qu'en disent les professeurs et journalistes rougeoyants, l'Américain moyen — sauf à New-York, Détroit, Milwankee, Reading et en Pennsylvanie — n'est pas « libéral ». Il est centre-droit (1). Il n'attend qu'une occasion de porter au pouvoir l'équipe qui rendra au pays le visage auquel il reste attaché.

Ce seront les fruits de la politique extérieure, actuellement suivie, qui feront pencher la balance dans un sens ou dans l'autre. Les chefs de la gauche le savent ; c'est pour

(1) *American Mercury*, mars 1955 (Eisenhower midway, par Harold Lord Varney, p. 11.)

cela qu'ils s'efforcent par tous les moyens de torpiller la politique de la droite républicaine en Asie. Mais, peut-être font-ils un mauvais calcul. Il ne leur suffira vraisemblablement pas de réduire leurs adversaires à l'impuissance pour démontrer leur imbécilité. Leur politique d' « apaisement » produit des résultats aussi catastrophiques que ceux de Yalta, de Chine et de Corée, ils courront le risque d'être chassés du pouvoir pour plus longtemps et dans des conditions plus ignominieuses qu'en 1952.

Le 17 janvier 1955, Lindley écrivait dans *News week* que la politique des Etats-Unis à l'égard de la Chine rouge était basée sur la coexistence. Pour débarrasser l'Amérique des contradictions de sa politique, il était temps qu'elle mît fin à la « guerre civile » chinoise et qu'elle cessât de traiter le régime nationaliste chinois comme le seul gouvernement légitime de la Chine tout entière. Tout au plus peut-il revendiquer la souveraineté de Formose et des Pescadores. Pékin, de son côté, doit comprendre qu'il ne sera pas autorisé à contrôler Formose et les Pescadores.

Cet article résumait les idées développées chaque jour dans la grande presse qui a été bien près d'induire Mao Tse Tung à tenter un coup d'audace avec la quasi-certitude qu'il trouverait facilement des avocats à Washington pour plaider sa cause.

Mao a tout de même dû se rendre compte que si les militaires et les hommes politiques de droite trouvent peu de complaisances dans les grands journaux, leurs déclarations font, cependant, impression sur le public américain et que celui-ci n'est pas mûr pour des concessions déshonorantes. Finalement il n'a pas osé risquer le coup de force et son intransigeance diplomatique l'a desservi au moins une fois.

Il avait marqué un point en occupant l'île d'Yikiangshan, peut-être difficile à défendre, mais qu'il n'aurait pas osé attaquer s'il avait senti l'Amérique résolue à ne pas tolérer une attaque. Le Président Eisenhower se déclarait partisan d'un « cessez-le-feu » entre les deux Chines et le sénateur Knowland en était réduit à dire : « Chaque mesure d'apaisement ne mènera qu'à des demandes plus sérieuses et plus pressantes. » Nonobstant cet avis, Eisenhower proposait, le 24 janvier, l'évacuation de certaines îles côtières par les

Nationalistes, mais, pressé par l'état-major, sans doute, déclarait solennellement que Formose serait maintenue dans le système de défense américain et gardée avec tous les moyens de force nécessaires.

Déjà, dans le monde entier, le bruit se répandait que l'O.N.U. allait être appelée à patronner la négociation du « cessez-le-feu » dans le détroit de Formose. Les démocrates s'apprêtaient à pavoiser. Pour un peu, ils voyaient les militaires céder le pas aux technocrates et le projet d'assistance économique à l'Asie, conçu par Harold Stassen, remplacer les plans d'armement qu'ils avaient toujours vus d'un mauvais œil.

Ce fut Tchou En Laï lui-même qui, le même 24 janvier, donna le coup de grâce à ces projets par un discours en quatre points :

Pas d'intervention de l'O.N.U.

Pas de « cessez-le-feu » avec la « clique » de Tchang Kaï Chek.

Retrait des forces américaines du détroit.

Pékin est décidé à libérer Formose.

Après une déclaration aussi intransigeante, il était difficile au Congrès de reculer. Le 25 janvier, la Chambre des Représentants approuvait la résolution autorisant le Président à faire usage des forces armées dans les parages de Formose par 409 voix contre 3. Au Sénat, le vote favorable était aussi massif : 85 voix contre 3 (dont celle du sénateur Lehmann). L'intervention de Knowland avait fait impression : « Si ces territoires (Pescadores et Formose) tombent entre des mains ennemies, avait-il dit, la défense des Philippines, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sera mise en danger et notre barrière défensive sera repoussée sur la côte du Pacifique. »

Pour le moment, la défense américaine est solidement assurée dans le détroit de Formose. L'amiral Radford dispose de moyens très supérieurs à ceux des communistes chinois. Il a dit, à différentes reprises, que la façon la plus sûre d'en éviter l'emploi est de donner l'assurance qu'ils seront utilisés si l'adversaire se livre à la moindre agression.

Cette attitude lui a valu des critiques sournoises dans la presse et au Congrès. Le 25 février, il s'est vu dans le cas

de se défendre et a déclaré à *U. S. News and World Report* que les chefs de l'état-major combine ne traçaient pas de programme de politique étrangère : « *Nous ne sommes que des conseillers militaires. Nous n'avons jamais recommandé la guerre préventive... L'invasion de Formose est impossible... La guerre n'est jamais inévitable.* »

Une attitude aussi nette n'est pas du goût de ceux qui voudraient amener le gouvernement américain à capituler.

Le 4 février, Walter Lipmann avait écrit : « *L'IMPASSE MILITAIRE DANS LE DETROIT DE FORMOSE DOIT ETRE MAINTENUE.... De toute évidence, tous les amis de la paix doivent faire l'impossible pour empêcher une action quelconque de nature à troubler le STATU QUO. Il ne s'agit évidemment pas là de trève, et pas davantage de l'amorce d'un réglement. Mais c'est la condition nécessaire à des négociations. Nous pensons que le Président a pris toutes précautions pour empêcher que les nationalistes chinois ou nos unités en Extrême-Orient ne s'avisent de troubler le STATU QUO.* »

On voit à quel point Walter Lipmann renversait les rôles. A lire son article, on aurait pu croire que Tchang Kaï Chek et l'amiral Radford, à qui il déniait les moyens de se défendre, étaient les agresseurs.

Il continuait en disant que la situation chinoise actuelle avait un caractère provisoire dont il fallait tenir compte :

« *Il y a aujourd'hui deux Chines, mais il est capital de se demander si nous devons voir dans cette situation un phénomène historique permanent. Les Chinois n'acceptent pas cette dualité ; par conséquent, nous devons traiter la situation actuelle comme un état de fait provisoire.* »

Quatre jours plus tard, Walter Lipmann reprenait son travail de sape. Nous éprouvons, écrivait-il, le besoin de comprendre pourquoi Tchou En Laï, qui n'a pas de flotte, peut s'être engagé vis-à-vis de son peuple à conquérir Formose qui se trouve à cent milles en mer. La réponse à cette question est que Tchou En Laï compte sur l'instabilité de Tchang Kaï Chek à Formose :

« *Il n'aurait pas promis de « libérer » Formose bientôt s'il n'espérait pas et ne croyait pas que l'armée chinoise et les personnalités officielles pourraient faire à Formose ce*

qu'elles ont fait si souvent, durant la guerre civile, sur le continent, c'est-à-dire changer de camp et conclure la paix.

Si l'espoir de M. Tchou En Laï s'appuie sur un tel raisonnement, là est également la source des craintes profondes de Washington. »

Walter Lipmann essayait de faire prendre l'effet pour la cause. Si les fidèles de Tchang Kaï Chek sont souvent démoralisés, ce n'est pas qu'ils ont envie de raillier Mao Tse Toung ; ils savent que leur retour sur le continent chinois ne leur vaudrait que la torture et le massacre. Mais ils s'inquiètent des fluctuations de la politique américaine. Ils se souviennent que Truman et Acheson les ont laissés deux ans sans armes tandis que les communistes, approvionnés par Staline, conquiéraient sans se gêner une province après l'autre. Ils craignent que les « libéraux » et « progressistes » américains ne provoquent, une fois de plus, leur abandon.

La crainte n'est pas vaine : dans un discours sensationnel, prononcé à Dallas au début de février, le sénateur Jenner a déclaré que la bataille pour la Chine « était *perdue à Washington* ».

Cependant, Knowland, qui n'abandonnait pas la lutte, déclarait que Mao Tse Toung commettrait la plus grave erreur en attaquant la flotte américaine. Celle-ci « n'est pas une cane en train de couver... Nous sommes sur un terrain ferme. Nous devons nous montrer fermes. Tchou s'est mis dans une situation difficile. C'est qui lui s'y est mis. »

Après quelques hésitations, le Président Eisenhower, pressé par Tchang Kaï Chek et par Foster Dulles revenu de Bangkok, déclara que les îles de Quemoy et de Matsu ne pouvaient être abandonnées sans danger pour Formose et seraient défendues coûte que coûte. La fermeté de ce langage semblait avoir clarifié la situation quand, à la fin de mars, des dépêches datées de Hong-Kong donnèrent d'inquiétantes précisions sur l'imminence d'une attaque chinoise. L'amiral Carney se crut en droit de donner un avertissement solennel.

Exaspérés à l'idée que leur politique d'abandon allait à l'échec, les « libéraux » déclenchèrent une campagne mondiale contre le trouble-fête. Impressionné par le tumulte, le Président Eisenhower se crut obligé à dire qu'il n'y aurait

pas d'attaque contre Quemoy et Matsu à la mi-avril. Il ajouta, le lendemain : « Personne ne peut prédire l'avenir comme dans une boule de cristal. Ce n'est pas en parlant qu'on avance la cause de la paix. » Puis, il faisait interdire aux généraux et aux amiraux de prendre la parole en public.

Cette fois-là, les « libéraux » croyaient bien avoir gagné la partie. L'effet de la publication des archives de Yalta, indirectement provoquée par le sénateur Knowland pour empêcher le Président Eisenhower de capituler devant la Chine communiste comme Roosevelt l'avait fait devant l'U.R.S.S., commençait à s'estomper. L'état-major était privé du droit d'alerter l'opinion contre les dangers d'une politique idéologique à courte vue. Walter Lipmann et ses amis reprenaient l'offensive quand M. Foster Dulles annonça, le 18 avril, que « les Rouges possédaient des moyens offensifs plus élevés que nous ne le pensions il y a quelques semaines ».

La fermeté de cette déclaration et le désir de frapper un grand coup à la conférence de Bandoeng incitèrent Tchou En Laï à proposer, le 23 avril, de discuter le problème de Formose. Son discours, fait pour la propagande, contenait une déclaration en sept points sur la coexistence : Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chacun, non-intervention dans les affaires intérieures des uns et des autres, reconnaissance de l'égalité des races, respect du droit des peuples de tous les pays à choisir librement leur manière de vivre et leur système politique et économique...

Tchou En Laï n'a pas pour autant renoncé à « libérer » Formose. Il a même annoncé que si les Occidentaux maintenaient « certaines » alliances militaires (il s'agit évidemment de Tchang Kaï Chek), la Chine serait amenée à nouer une alliance du même ordre avec des nations amies (l'U.R.S.S., comme si elle n'avait jamais fourni d'armes !)

M. Foster Dulles, qui a vu le parti que les progressistes de toutes nuances allaient tirer de cette déclaration, a répondu que Tchang Kaï Chek devait être admis aux négociations. L'alarme de ceux qui redoutent une capitulation au sujet des îles côtières n'en a pas moins grandi. Les semaines dernières, le ton de leurs articles était déjà assez passionné.

« *...La décision prise d'introduire dans le décor les*

Nations Unies de fâcheuse mémoire pour leur ignoble rôle en Corée, afin d'en faire les agents d'un cessez-le-feu, est de très mauvais augure, écrivait « Human Events », le 12 février. *Très peu de membres des Nations Unies sont décidés dans le fond de leur cœur à maintenir Formose et les îles du voisinage en dehors de la domination communiste.* »

D'autre part, on pouvait lire dans l'*American Mercury* de mars (p. 107) :

« *Nos grands chefs en Extrême-Orient nous ont mis en garde contre l'apaisement massif. Ils ont soutenu publiquement le programme de Knowland, Jenner et Mac Carthy qui demande 1° le blocus naval de la Chine rouge, 2° l'expulsion de l'U.R.S.S. des Nations Unies et 3° la rupture des relations diplomatiques avec le bloc soviétique. Ces mesures sont les seules réalistes que les Etats-Unis puissent prendre aujourd'hui si leur politique doit être basée sur le courage plutôt que sur la peur.*

« *Si nous ne sommes pas décidés à prendre ces mesures minima, nous ferions aussi bien d'inviter Alger Hiss, John Carter Vincent... à revenir au gouvernement. Après tout, on peut compter sur eux pour conduire la politique de « coexistence pacifique » à sa conclusion logique.* »

L'attitude des militaires nous paraît à la fois plus simple et efficace que celle des sénateurs les mieux intentionnés, mais il faut tenir compte des nécessités de la propagande.

Il est, en tout cas, certain que si, après avoir favorisé l'ouverture de la brèche tunisienne, les Occidentaux étaient assez maladroits pour bouleverser les plans stratégiques de l'O.T.A.N. en rendant impossibles les communications entre l'Allemagne et l'Italie, par suite de la neutralisation de l'Autriche, et qu'ils couronnent cette œuvre en abandonnant les avant-postes de Formose, ils auraient mal travaillé pour la paix.

Georges OLLIVIER.

Journées des dupes en Algérie :

"Les élections libres" ont donné une écrasante majorité française

Les résultats des élections cantonales algériennes ne satisfont pas tout le monde. En particulier les deux extrêmes. Je me fis contrer par des organes de droite pour avoir écrit, ici même, que le « péril communiste » n'était pas à craindre en Afrique du Nord en tant que mouvement de masse, que le communisme avait vraiment trop bon dos dans les colonies et ne servait souvent qu'à masquer des incompétences, des carences et des vénalités par une question politique devant laquelle il est admis de déclarer son impuissance. D'autres, par hypocrisie, par conformisme, rejetaient sur le communisme ce qui appartenait, en réalité, aux agents secrets britanniques et américains. Les résultats sont là, il faut les accepter et les digérer.

Cette digestion doit s'effectuer d'autant plus normalement que le gouverneur général, M. Jacques Soustelle, fut nommé par l'ancien premier ministre, M. Mendès-France ; c'était tout de même un programme. M. Soustelle ayant déclaré qu'il « appliquerait la démocratie », il n'y eut ni « candidat officiel » (ou officieux), l'administration conserva une neutralité absolue, bref, nous assistâmes à des élections vraiment libres. Reconnaissons que le fait ne s'était pas produit depuis un assez long temps. Les optimistes redoutaient le manque « d'orientation » et ceux qui se croyaient malins (à Paris comme à Alger) espéraient un vague extrémiste justifiant des « Réformes » tendant vers l'autonomisme interne.

En toute liberté, les indigènes votèrent. Que l'on me

croie sur parole, car je retardai mon départ de trois semaines pour assister, en témoin, à ce test algérien du vote secret donc à l'abri de toute représaille.

Résumons :

1° Sauf en quelques rares endroits du département d'Oran (Oranie, majorité d'Espagnols, beaucoup de réfugiés politiques) le communisme n'existe pas, qu'il s'agisse du premier collège (Français et assimilés) ou du deuxième collège (intrinsèquement musulman). Dans quatre-vingt-dix pour cent des localités, le candidat du Parti Communiste algérien (français ou indigène) recueille de 17 à 50 suffrages sur des milliers d'électeurs ;

2° Partout où les anti-français de l'U.D.M.A. (parti uniquement indigène) présentèrent des candidats en même temps que les communistes (P.C.A.), leurs candidats obtinrent dix ou vingt fois plus de voix que le communiste;

3° Dans les régions troublées de Kabylie et d'Aurès, défaite complète, écrasante des candidats du P.C.A., (un élu U.D.M.A. à Batna) et triomphe des indépendants modérés.

De ces trois points essentiels, nous devons déduire que :

a) l'immense majorité indigène d'Algérie s'accommode assez bien de la présence française, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait rien à faire pour améliorer cette collaboration;

b) le communisme n'a pas de prise sur les masses parce qu'il est irréligieux. Les évolués et les mécontents lui préfèrent l'U.D.M.A. ;

c) la France, c'est-à-dire ceux qui la représentent, ignorent la solidité de certaines amitiés indigènes ;

d) une poignée d'évolués turbulents pris en considération à Paris ne représentent pas grand'chose dans leur pays réel ;

e) si la position française s'amenuise en Afrique du Nord, c'est uniquement à cause du manque de décisions réalistes.

Nous savons que les résultats des élections algériennes déçurent profondément les milieux parisiens dits de gauche croyant assister à une manifestation anti-française. Je leur jure que si l'inverse s'est produit, M. Soustelle n'y

est rigoureusement pour rien. C'est le triomphe du réalisme contre les théoriciens que l'on enregistre en Algérie. Ce qui ne veut pas dire que le P.C.A., vraiment réduit à peu de chose malgré les énormités publiées par la presse française, n'essaiera pas de noyauter d'autres partis ! Mais c'est une autre histoire puisque certains de ces autres partis sont déjà les pions d'autres puissances étrangères.

Nous écrivîmes précédemment que la situation algérienne était difficile mais non perdue, si l'on secouait les poussières de la routine, des combinaisons et des incompétences. Les élections algériennes nous donnent raison, mais elles ne désarmeront ni Washington-Le Caire ni Londres-Tripoli, les tireurs de ficelles de la rebellion nord-africaine.

La France a désormais l'indication électorale souhaitée en Algérie. Elle se doit de prendre des décisions. *Si l'Algérie est vraiment « départements français », elle n'a pas besoin d'un « Statut », d'une Assemblée algérienne et d'un gouverneur général.* Qu'on la laisse fonctionner comme les autres « départements français », *puisqu'elle possède déjà des députés et des sénateurs au Parlement.* Si l'Algérie n'est pas « départements français », alors qu'on applique un régime colonial ou qu'on lui en adapte un autre du genre Commonwealth. *L'Algérie ne peut plus demeurer dans le régime hybride dans lequel on veut la confiner.*

Les Algériens ont voté ! Si leur vote ne devait pas avoir une signification qui se répercute sur notre action, alors il faudrait s'attendre à une prochaine désaffection. Déjà, l'*Echo d'Alger* (18 avril dernier) a publié une sérieuse mise en garde que voici et qui nous servira de conclusion provisoire :

« *A quoi sert l'état d'urgence ?* »

La question vient forcément à l'esprit de quiconque, en apprenant le troisième drame des monts des Nementcha.

L'attaque d'un de nos détachements par une soixantaine de rebelles fortement armés, la mort du chef de bataillon Miquel — officier d'un courage légendaire — et de l'aumônier Jacq, suivant de près l'enlèvement de six hussards parachutistes en décembre, de huit tirailleurs il y a moins

d'une semaine, voilà qui suffirait à dénoncer une situation très grave dans ce secteur du sud-est de l'Aurès, depuis Khenchela jusqu'aux confins du territoire de Biskra.

Nos informateurs les plus sûrs, des hommes à tête froide, nous confirment le « pourrissement » de cette région et s'en alarment.

Eux aussi posent la question, mais en des termes qui portent plus d'une réponse :

— A quoi sert l'état d'urgence, si l'on ne change pas de méthode ? Si l'on ne passe pas délibérément à l'offensive selon la seule stratégie valable de la guérilla ?

— A quoi sert l'état d'urgence, si l'on continue de tergiverser, si l'on se refuse à prendre des sanctions contre les complices, — connus et de plus en plus nombreux, — des rebelles ; contre ces gens qui rançonnent la montagne et le plateau au nom des hors-la-loi ? Et qui poussent les jeunes hommes à rallier « la dissidence victorieuse » ?

— A quoi sert l'état d'urgence si des services d'action sociale distribuent sans discernement du lait condensé et des couvertures qui sont aussitôt portés aux hors-la-loi ?

— A quoi sert l'état d'urgence, si l'on ne veut pas empêcher les bergers de ravitailler les bandits, de leur livrer chaque jour, en même temps que des troupeaux entiers, tous les renseignements possibles sur les activités de nos postes, sur les moindres mouvements de nos patrouilles et de nos convois ?

Voilà ce que l'on sait et ce que l'on dit partout dans le Sud constantinois... Voilà ce qu'il faut qu'on sache et qu'on se dise à Alger, si l'on veut vraiment stopper la tragique prolifération du cancer des Némentcha. »

P. F.

Du départ de Churchill aux élections anglaises

Pour n'avoir pas connu la fin tragique d'Adolf Hitler, tenant jusqu'à la dernière minute dans la Chancellerie du Reich, au cœur d'un Berlin déjà investi par les blindés soviétiques, et pour avoir échappé à la fin infâme de Mussolini, Churchill, le vainqueur de 1945, artisan du « *rideau de fer* » après avoir été celui de la ruée rouge en Occident, auteur d'une abondante littérature épistolaire adressée au Duce, qui ne figure pas dans ses « *Mémoires* » mais qui n'en a pas moins existé réellement, Churchill, pour avoir évité le sort dramatique de ses deux ennemis sacrifiés sur les autels de la conscience universelle et de la collusion triomphante des démocraties capitalistes et du bolchevisme, Churchill n'en a pas moins raté sa sortie. La presse londonienne, réduite au silence par une grève de mécaniciens et d'électriciens attachés à la bonne marche des imprimeries, ne fut pas présente au rendez-vous historique du 5 avril, et aucune édition spéciale ne put sortir pour saluer l'illustre vieillard donnant sa démission, après avoir renoncé à battre le record de longévité ministérielle de Gladstone, mais après avoir tout de même été présent plus de soixante ans dans la vie politique et nationale de la Grande-Bretagne. Cette grève de la presse, fomentée par deux petits syndicats contrôlés par les communistes, et laquelle s'est prolongée quatre semaines, montre, en dehors de toute autre considération, que les brusques arrêts du travail et les désordres sociaux ne sont plus des exclusivités franco-italiennes.

Winston Spencer Churchill, descendant des ducs de Marlborough et produit de l'ancien comme du nouveau monde, puisque de par ses origines il est à moitié Américain, naît en 1874, dans une Angleterre alors à son apogée impériale, avec la reine Victoria et Benjamin Disraëli. La grandeur de l'empire marquera le caractère autant que l'existence du jeune Winston. Pourtant aujourd'hui, quatre fois vingt ans après la naissance de cet

homme à la dimension de notre ère atomique, l'empire de Victoria et de Disraëli, l'empire de Raleigh et du capitaine Cook et de tant d'aventuriers ou d'explorateurs, cet empire est à son déclin, et Churchill a pour une bonne part, par certaines maladresses gigantesques, par son bellicisme féroce et par ses alliances douteuses, contribué, peut-être pas à sa chute, mais à coup sûr à son lent et régulier démembrement. Ce grand impérialiste aura terminé sa carrière, prodigieuse en elle-même, en assistant, impuissant, à la destruction de la plus fabuleuse création humaine que l'Histoire ait connue. Certes, le Commonwealth continue de confier à l'Angleterre un rôle international et mondial. Certes encore, de l'Amérique à l'Afrique, de l'Asie au Proche-Orient, le drapeau britannique flotte encore sur des positions solidement maintenues. Pourtant, l'époque glorieuse de l'empire est définitivement terminée, et les agents de Staline comme les pérégrinations démocratiques de Mrs Eleanor Roosevelt n'y ont pas peu contribué. Mais aussi Churchill, en faisant collusion avec le diable du Kremlin et en scellant une alliance finalement coûteuse avec le paralytique époux de la plus laide des aventurières modernes, s'est fait, consciemment ou non, le complice de la décadence de l'empire.

Cet aveuglément funeste mérite d'être retenu. A Hitler, qui ne lui offrait probablement pas son amitié, mais qui voyait dans l'empire britannique une création de la race blanche non seulement admirable mais nécessaire, Churchill préféra la main cauteleuse de Bernard Baruch, représentant éminent de l'internationale juive. A Mussolini, qui pouvait devenir le collaborateur de l'Angleterre dans le développement africain, et l'un de ses alliés en Méditerranée, Churchill préféra encore des antifascistes sans avenir, des démocrates bornés, puis les communistes de Moscou. En vérité, Churchill laisse à l'Européen un sentiment tout à la fois de haine et d'admiration. D'admiration, parce que, dans cette Angleterre qui lui donna tout et à laquelle il consacra le meilleur de lui-même, les grands hommes politiques sont rares et l'instinctive méfiance qu'ils inspirent les empêche de poursuivre leur carrière ; d'admiration encore, parce que, seul avec son peuple sous les bombes de 1940, Churchill a donné un magnifique exemple de courage et d'abnégation. Mais de haine, parce que Churchill porte de graves responsabilités dans l'état actuel de notre continent. Enfin, si on peut l'admirer quand il défend avec acharnement les intérêts de son pays, on peut au même moment le détester quand ses intérêts impliquent de douteuses opérations aux dépens de l'Europe.

Churchill est le créateur du fameux « *rideau de fer* ».

Créateur, puisqu'il fut, avec le funeste Roosevelt, l'artisan de la victoire soviétique, et créateur encore, car l'expression est de lui. En effet, au cours d'un discours à Fulton, dans le Missouri, le 5 mars 1946, il déclarait : « *De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abaissé au travers du continent* ». Sir Winston Churchill fut, entre 1917 et 1941, un anticommuniste parfois acharné, quelquefois indécis. Il a joué un rôle dans certaines tentatives occidentales de mâter la révolution russe, et c'est lui encore qui créa l'expression, célèbre jadis, de « *cordon sanitaire* », ce cordon qu'il proposait d'apposer tout le long des frontières séparant l'Ouest de l'U. R. S. S., afin de prévenir les contagions révolutiannaires. Or, pour vaincre l'Axe anticommuniste, il n'hésita pas à l'alliance communiste Les futurs historiens, à l'aide de documents qui nous manquent encore, se chargeront d'expliquer cette extraordinaire évolution de l'homme politique. Relevons aussi que Churchill tant acclamé par ses alliés, a pu se montrer étonnamment dur et perfide envers eux. Il lâcha Milhaïlovitch, le condamnant à une mort certaine, et soutint dès lors le communiste Tito qui, après avoir liquidé la monarchie yougoslave, fut il y a quelques années reçu en grande pompe à Buckingham Palace. De la France qu'il poussa dans la guerre, une guerre que lui-même reconnut en 1945 avoir été « *la plus facile à éviter* », Churchill parlait à Yalta en termes méprisants, proposant de lui offrir « *un petit biscuit* ». Plus récemment, il a parlé de la « chaise vide ». Perfide envers ses alliés, Churchill fut sadique pour ses adversaires : le procès de Nuremberg fut aussi son œuvre, et le long martyre qu'endurent actuellement les prisonniers de Spandau, dix ans après un conflit « parfaitement évitable », demeurera une tache dans sa vie. Ajoutons que tous les Anglais n'éprouvent pas pour Churchill une admiration béate et illimitée. Certains mêmes ne lui épargnent plus les critiques. Tel est en particulier le cas du capitaine Russel Grenfell, l'auteur du livre « *Unconditional Hatred* ». Il a écrit : « *La capitulation sans conditions, la haine implacable, la guerre totale... Le monde paie aujourd'hui pour les fautes de Churchill* ». Il est honnête d'ajouter que, entraîné dans les tourbillons de cette gigantesque alliance avec l'Amérique, Churchill, vers la fin de la guerre, s'efforça de limiter les dégâts, de contenir les prétentions soviétiques et de modérer la folie anti-européenne de Roosevelt, car il était conscient, déjà, du mal qu'il causait et qu'il allait causer à notre continent. Il semble même que la stupidité criminelle de Roosevelt devant Staline ait rendu à Churchill certains de ses sentiments anticommunistes. En 1945, en pleine euphorie victorieuse, il télé-

graphiait à Montgommery pour lui demander de ne pas détruire les armes allemandes capturées, et de prévoir immédiatement le cas d'une ruée rouge jusqu'aux Pyrénées. Un an plus tard, à Zurich, Churchill prônait l'unité de l'Europe et la réconciliation de la France et de l'Allemagne. L'incendiaire se faisait soudainement pompier. Mais le mal avait été fait. Un mal peut-être irréparable. Un mal en tout cas sans excuses, dont l'un des premiers responsables est sir Winston Churchill.

Les causes du départ de Churchill sont diverses. Il y a tout d'abord la raison d'âge. La révélation des documents de Yalta aurait ouvert les yeux, d'autre part, sur les responsabilités churchilliennes dans la coupure du monde actuelle et la guerre froide. Certains conservateurs, fatigués de sa dictature trop personnelle, l'auraient poussé, sinon forcé, à prendre sa retraite. On prétend enfin que l'insistant désir de sir Winston de rencontrer en tête-à-tête le maître du Kremlin ait finalement poussé à bout les mieux disposés de ses collaborateurs.

Cette dernière explication, toutefois, ne paraît plus tellement satisfaisante, puisque les successeurs du vieux chef, les Eden et les Macmillan, ne semblent avoir rien de plus urgent à fixer que la date d'une future conférence à trois ou quatre, toujours sur le modèle mis en usage à Téhéran, Yalta, Potsdam et autres lieux de sinistre mémoire, et toujours en excluant les principaux Etats européens. Ou bien ne s'agit-il que de propagande électorale ? Car nous sommes en pleine période d'élections. Lorsque paraîtra cette chronique, les Britanniques seront à la veille d'un scrutin dont l'issue peut être décisive, pour l'Angleterre d'abord, pour l'Europe ensuite. Un triomphe socialiste pourrait remettre en question les mesures de défense occidentale, l'alliance atlantique, la ferme politique anticommuniste exempte de toute concession nouvelle, car un triomphe socialiste pourrait signifier, à brève échéance, l'accession au pouvoir d'Aneurin Bevan, ami personnel de Nehru et de Tito, hôte de Moscou dont il est l'agent secret, complice des communistes en toute circonstance et sous toutes les latitudes, ce Bevan qui vient de gagner la partie contre Attlee et les « modérés » du Labour, puisqu'on l'a réintégré à la veille des élections dans le groupe parlementaire du parti.

Les élections générales du 26 mai se disputent pour environ six cent trente sièges. Dans la Chambre actuelle, les conservateurs sont trois cent vingt-deux, les travaillistes deux cent quatre-vingt-quatorze, les libéraux six. Il y aura six à huit sièges de plus dans la prochaine assemblée. En convoquant les électeurs aux urnes pour une date rapprochée, puisque normalement le terme légal du présent parlement allait jusqu'à

octobre de l'année prochaine, le dessein d'Eden est d'élargir la faible majorité dont dispose son parti, mais aussi de remporter les suffrages populaires avant que n'éclate la crise économique dont l'Angleterre est une fois de plus menacée depuis quelques mois. Les derniers « gallups » organisés par le « *News Chronicle* » indiquent que les tories bénéficient toujours de la faveur d'une bonne majorité du pays. M. Eden ne semble donc pas avoir fait un mauvais calcul. Il est cependant nécessaire de rappeler que, dans l'histoire parlementaire de l'Angleterre, rarement parti au pouvoir n'a, au cours de nouvelles élections dont il est sorti victorieux, sensiblement augmenté sa majorité. De plus, il arrive que les bilans les plus favorables, et c'est le cas de ceux des conservateurs maintenant, ne parviennent pas à persuader un électorat capricieux, aux jugements fragiles, où un garçon de courses jouit des mêmes droits qu'un gradué d'Oxford, et où un « *cockney* » de Pimlico a la même importance qu'un intellectuel de Bloomsbury. Bref, même en Angleterre ,la démocratie est une foire d'empoigne. Il faut ajouter que cette fois-ci la télévision, dernière méthode d'abrutissement moderne, jouera un rôle considérable : chacun des grands partis aura droit à trois émissions pour sa propagande.

Sur le plan intérieur, les conservateurs, en dépit du spectre de la crise, partent gagnants. Ils peuvent se targuer de résultats positifs et de réalisations concrètes. Lors des dernières élections de 1951, les travaillistes, alors au pouvoir, combattirent les tories sur les points suivants : 1° Un retour conservateur augmenterait le danger de la guerre ; 2° Ce retour provoquerait aussi un chômage massif ; 3° 200.000 maisons par an est le maximum qu'atteindraient les conservateurs dans leur programme de reconstruction : leur promesse de 300.000 maisons est insensée ; 4° La politique tory va avoir pour conséquence de doubler le coût de la vie. Or, après moins de quatre ans de régime tory, et sous la direction économique de Richard Butler dont le programme conservateur n'exclut pas le progressisme dans le meilleur sens du mot, on constate que : 1° Le danger de guerre a reculé, et fin a été mise, d'une manière ou d'une autre, aux conflits de Corée et d'Indochine ; 2° Il n'y a pas eu de chômage massif ; 3° Le gouvernement a fait bâtir, non pas 200.000, ni 300.000, mais 340.000 maisons nouvelles par an, chiffre fabuleux ; 4° Le coût de la vie a certes augmenté, mais pas du double, et moins que sous le régime socialiste.

Du point de vue européen, il est évident qu'un gouvernement tory, aussi médiocre puisse-t-il être, vaudra toujours mieux que le gang socialiste. Cette réflexion ne nous engage pas à

dire que sir Anthony Eden, par exemple, soit une personnalité bien remarquable. Gentleman onctueux et suffisant, qui a surtout laissé son nom à une forme de chapeau, Eden fut l'homme de la S. D. N. avant de devenir un anti-munichois enragé, dont l'antifascisme le poussa à rompre ses relations avec Chamberlain (en 1938). Harold Macmillan, ministre des Affaires étrangères, fut aussi antifasciste, puisqu'il s'opposa à la politique d'apaisement à l'égard de l'Italie au moment de la conquête de l'Ethiopie, mais il a depuis évolué pour devenir un partisan sincère de l'unité européenne. Enfin, Richard Butler, qui a été, lui, partisan des accords de Munich, est non seulement un personnage sympathique, mais fort intelligent et également conscient des intérêts de l'Europe. On le prétend beaucoup plus populaire chez les conservateurs que les deux autres. Tout compte fait, et pour l'Europe, ce triumvirat vaut donc mieux que le panier de crabes socialiste.

P. H.

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

à BARCELONNE du 17 au 24 Juillet 1955

Le rendez-vous des jeunes Européens

Pour tous renseignements écrire, avec timbre pour la réponse à J.-J. AUPY, à « Défense de l'Occident » 28, Rue Serpente, Paris 6e.

Nouvelles européennes, Nouvelles politiques

En attendant de lire Marcel Déat

Qui a connu Marcel Déat à certaines étapes de sa vie, après des interruptions notables et dans des circonstances fort diverses qui permettaient d'entrevoir des aspects imprévus d'une personnalité extrêmement riche, et de tracer la ligne d'une évolution intellectuelle d'une parfaite probité, ne doutera pas que c'est le DEAT de Turin et des monastères italiens qui mit le trait décisif au portrait qu'on souhaiterait en faire.

Décisif non point parce qu'il fut le trait final, mais bien parce qu'il accomplissait un destin hors série.

A chacune de ces étapes, et il n'y a aucune raison de penser, bien au contraire, que la dernière ait pu faire exception, Marcel Déat témoignait d'un esprit pétri de finesse, goguenard comme un paysan de bonne race, mais sans rien accorder au scepticisme parisien. Le courage physique allait de pair chez lui, avec l'intrépidité d'une pensée exigeante qu'il suivait jusque dans ses dernières conséquences et s'il fut un homme à qui l'on puisse à bon droit appliquer la belle image de Jaurès, justifiant certaines évolutions par le rappel des grands fleuves qui demeurent où qu'ils finissent, toujours fidèles à leurs sources, c'est à coup sûr cet homme en qui se reflétaient bon nombre des plus authentiques vertus du Français.

Au parti socialiste où débuta sa carrière politique, sous le règne de Léon Blum, il devait naturellement s'opposer par une sorte d'instinct de conservation aux subtilités dialectiques d'un personnage si remarquablement étranger à tout réflexe français.

Paul Marion sorti depuis peu du Parti Communiste et commençant un voyage parallèle qui devait le conduire, ou peu s'en faut, aux mêmes destinations, s'exaspérait lui aussi, selon sa nature plus véhémente, des mêmes arguties byzantines. Le néo-socialisme de 1933 eut une de ses plus indiscutables origines dans la confrontation commencée deux années auparavant, des expériences particulières de deux hommes.

Marcel Déat, la curiosité en éveil, est un observateur merveilleusement attentif des événements extérieurs. Il faut l'avoir entendu évoquer la panique du 6 février dans les couloirs du Palais-Bourbon, souriant avec bonhomie des frayeurs de ses collègues qui, les tripes tordues par la peur, assiégeaient les lavabos...

Lui avait sans peine gardé son calme et mesuré la profondeur des ressources populaires encore disponibles en France.

L'année suivante, car il ne voulait renoncer à aucune possibilité d'action, si mince fut-elle, il acceptait le Ministère de l'Air, où en quelques mois ce non technicien, avec une audace et une résolution tranquilles servies par une honnêteté inflexible, se mettait en mesure de redresser une situation dégradés par la concussion qui sévissait à l'état endémique dans la plupart des services.

Et puis lorsque s'approchèrent les périls mortels que faisait courir à la France une stupide croisade idéologique, cet ancien officier de la guerre de 14 fut au premier rang des opposants à la folle guerre. Et ce n'est pas par hasard qu'un nationaliste qui, lui, ne se voulait rien que nationaliste, mais soucieux de demeurer lucide dans le déchaînement passionnel des haines, Charles Maurras, se trouva dans le même camp, défenseur de la paix.

Tout naturellement lorsque, la débâcle venue, l'événement lui eut donné raison, fut-il un des premiers à en tirer toutes les conclusions.

Demeuré par nature libéral, il comprend pourtant que le parti unique est dans la société contemporaine le seul moyen de résurrection. Aussi au cours de ce décevant été 1940 à Vichy, fut-il des trop rares qui loyalement s'effor-

cèrent d'aboutir. Ce n'est pas le lieu d'exposer les raisons de l'échec. Attestons simplement que Marcel Déat n'y fut pour rien. Il en donnait d'ailleurs bientôt une preuve assez éclatante en contractant avec le mouvement d'Eugène Deloncle une alliance dont s'alarmèrent bien à tort, convenons-en aujourd'hui, certaines intransigeances fascistes.

Et l'on vit le Normalien porter chemise bleue et baudrier avec autant d'aisance qu'un ancien des Jeunesses Patriotes, à côté du Polytechnicien fondateur de la Cagoule.

Brève saison d'espoir.

Marcel Déat tient le rôle ingrat de Cassandre.

Sur combien de points l'avenir ne devait-il point confirmer son jugement !

La liquidation de l'Empire, la paix sans traité, en voilà deux de première importance, qu'il avait explicitement prévus.

Ce qui lui restait alors voilé, c'est son propre destin et le bonheur providentiel de ces dix années de retraite, remplies de travaux dont la révélation seule nous apportera les éléments essentiels à la restitution d'une grande figure de notre temps.

Mais comment ne pas deviner le chemin parcouru lorsque nous savons — qu'importe que ce soit par le truchement d'un reportage bien fameux — qu'en apprenant le dernier choix fait par les académiciens Goncourt il constata, peu avant de mourir, qu'il n'avait, en vérité, rien à regretter de son exil. Son dégoût n'est-il pas le nôtre ?

J. M. A.

QUAND LE DORMEUR S'ÉVEILLE

Mao-Tse-Toung et la force chinoise

I. — Pérennité chinoise.

« La Chine ? Un géant endormi. Laissons-le dormir car, s'il s'éveille, il deviendra le maître du monde. » disait Napoléon à Sainte-Hélène.

Le géant a dormi deux siècles; il n'y a pas cinquante ans qu'il a commencé de se frotter les yeux ; il n'y en a pas dix qu'il est complètement éveillé ; et, déjà, on le sent dangereux. La longueur et la cohérence d'une histoire de trois millénaires qui reçoit sa continuité d'une expansion démographique ininterrompue et son rythme d'une alternance entre des périodes d'unification et de désintégration permettent, du reste, d'augurer facilement l'allure générale de son avenir.

Depuis les temps lointains que leur premier noyau prit conscience de lui-même dans la grande plaine alluviale du bas Fleuve Jaune, les Chinois furent un peuple d'agriculteurs prolifiques qui, bien que périodiquement décimé par les famines et les inondations, ne cessa d'essaimer vers les terres voisines et de les siniser par l'action de ses émigrants inassimilables et inébranlablement fidèles aux traditions ancestrales.

L'immensité même de l'Empire du Milieu le voua très tôt à une succession de rassemblements et de dispersions. Sur une telle surface, il devait en effet se trouver des lignes de moindre résistance, des amorces de rupture et il n'y a pas dix ans que nous en avons vues vives encore entre la Chine du Nord (celle de Pékin), la Chine méridionale (celle de Canton) et la Chine intérieure du Bassin Rouge et des Quatre Rivières (celle de Tchoung-King).

Toutes les fois que le Céleste Empire a été unifié, il a tourné les yeux vers les Chines extérieures, les a soutenues et a tenté de les joindre.

A une seule époque, il a trahi cette vocation, dans les deux derniers siècles du régime impérial, parce qu'il s'était endormi au début du XVIIIe pour avoir voulu s'isoler de tout contact étranger. Ce sommeil n'a, d'ailleurs, pas interrompu son expansion démographique, agricole, vers la Mongolie intérieure et la Mandchourie, commerçante vers la péninsule indo-chinoise, ouvrière puis commerçante et bancaire, vers la Malaisie. D'autres essaims plus frêles, mais qui jouent souvent un rôle économique important, on même atteint l'Indonésie, Bornéo, les Philippines, la Polynésie, les Hawaï et il a fallu les sévères lois raciales américaines ou australiennes pour couper cet envol vers l'Est et le Sud. Ces Chines extérieures n'ont point failli à la fidélité traditionnelle envers la mère-patrie. Ce sont elles qui ont suggéré, attisé, subventionné la révolution de Sun-Yat-Sen et les banquiers milliardaires de Singapour sont dévoués aux consignes de l'état communiste actuel.

Maintenant que la Chine, plus que jamais surpeuplée, est réveillée, unifiée, animée par une idéologie, comment n'inclinerait-elle pas vers son ancien impérialisme ? Pour qu'elle s'en détourne, il lui faudrait les moyens de nourrir la masse sans cesse grandissante de ses fils. Certes, la Mandchourie n'est pas encore saturée, mais elle est insuffisante. Une révolution de l'agriculture pourrait améliorer la situation; mais combien de temps demandera-t-elle ? Le paysan chinois ne cultive que les plaines, les plateaux de loess et les vallées alluviales ; il devra apprendre à tirer parti des pentes pour l'élevage qu'il ignore, à régénérer ces pentes dénudées par l'érosion grâce au reboisement, à varier ses cultures ; il faudra limiter les crues dévastatrices par d'immenses travaux hydrauliques; et il restera toujours, au moins dans le Nord, les caprices d'un climat sujet aux sécheresses. Le développement des communications pourrait permettre de parer aux famines locales, mais c'est aussi une vaste entreprise qui exigera de longs délais et des capitaux. Le morcellement exagéré du sol entrave toute innovation et le partage des terres n'a fait que l'accroître. L'industrialisation créerait de nouvelles ressources, mais quelle ampleur pourrait-elle prendre ? L'inventaire géologique est bien trop superficiel et incomplet pour qu'on puisse répondre. De plus, cette industrialisation postule une aide extérieure qui, dans la situation politique actuelle, ne peut venir que de Russie. Or l'U.R.S.S. est, elle-même, un pays en cours d'industrialisation qui ne fournira fatalement, et peut-être, intentionnellement, qu'une assistance réduite. Et puis, l'industrialisation a ses dangers ; l'exemple du Japon a montré que le besoin de matières premières peut attirer vers l'Asie des moussons.

Pour une durée imprévisible, la Chine est et sera une puissance expansive, un danger pour la paix ; quand ce ne serait, dans un premier temps, que pour s'assurer ces rizières vietnamiennes, siamoises et birmanes dont elle tire son complément de riz.

Quelle forme militaire prendra ce danger ? C'est ce que je vais chercher en étudiant les conceptions de son chef politique et militaire : Mao-Tse-Toung.

II. — Mao-Tse-Toung, Paysan et lettré, marxiste et chef militaire.

Après 27 années de luttes politiques et militaires, civiles et étrangères, Mao-Tse-Toung est monté au Capitole. En septembre 1954, dans la Cité Impériale de Pékin, l'Assemblée des députés du peuple, après avoir ratifié la nouvelle constitution, l'a, à l'unanimité, porté à la présidence de la République populaire. On le dit atteint d'un mal incurable et condamné à bientôt disparaître. N'importe ! Sa forte personnalité a profondément marqué le régime ; c'est dans un groupe d'épigones convaincus, parmi lesquels le généralissime Chou-Teh et Chou-En-Laï, que sera choisi son successeur ; il est certain que ses conceptions orienteront, pour une durée indéterminée, la politique de son pays.

Avec sa tête massive éclairée d'yeux brillants, campée sur un corps taillé en force, sa marche lente et balancée de paysan, l'homme donne une impression de puissance tranquille. Il est Chinois intensément mais réunit en lui des aspects contradictoires de terrien et de lettré. A l'austérité du vêtement, veste bleu d'uniforme à col droit et casquette de toile, s'opposent des raffinements d'homme cultivé ; à la truculence du rire sonore et d'une animale joie de vivre, un esprit caustique et plein d'humour, des subtilités d'érudit et de poète. Sur un autre plan, ce politicien est un soldat authentique ayant l'expérience pratique des risques et des choses de la guerre, un entraîneur d'hommes, un organisateur et un stratège.

Il est issu, en 1893, d'une vieille souche paysanne dans une petite ville du Hounan, en Chine du Sud. Son père s'engagea dans l'armée pour y réunir, à force d'économies, de quoi acheter le lopin de terre qui, avec le commerce des grains, lui permit de nourrir sa famille et d'aider les études de son fils. Celui-ci, entré à l'université, se rua, avec avidité et sans grande méthode sur tout ce que son intelligence pouvait appréhender : politique, économie, philosophie, histoire, poésie et, par un

détour que j'expliquerais, art militaire. Se nourrissant de deux galettes de riz, il aborde d'abord les écrivains et philosophes chinois, puis sa curiosité se tourne vers l'Occident ; il lit Rousseau, Montesquieu, Adam Smith, Darwin, Spencer, Stuart Mill ; il étudie les vies de Pierre Le Grand, Washington, Napoléon, Wellington, Lincoln. Enfin, il découvre Marx, Engels et Lénine. C'est par eux qu'il prend conscience du rôle de la violence dans l'évolution des sociétés, par eux, qu'il connaît Clausewitz dont, jadis, l'hégélianisme les a séduits et dont ils ont fait leur maître à penser militaire. A leur exemple, il le médite et l'annote. Dans le même temps, il pratique les sports avec ardeur, singulière originalité dans la Chine d'alors. Il invente même une méthode d'éducation physique visant essentiellement à développer l'endurance et dont les arrière-pensées militaires sont évidentes : la vie du soldat exige plus de résistance physique que de performances.

En politique, Sun-Yat-Sen est son idole mais, à Pékin, il est touché par l'influence de la révolution russe. Succesivement, bibliothécaire, rédacteur en chef d'une revue, directeur d'une agence d'information à tendances marxistes, il est, en mai 1921, à Shangaï et y assiste à la fondation du parti communiste chinois qui, en 1923, adhère, tout en conservant son individualité, à celui de Sun-Yat-Sen pour faire front aux féodaux militaires du Nord. Dès 1924, il est membre du comité exécutif du Kuo-Min-Tang.

Certes, il est alors un communiste convaincu mais pas de stricte observance. L'opposition entre sa patrie, agricole, semi-coloniale, semi-féodale, et ces pays occidentaux, capitalistes et surindustrialisés, dans lesquels Marx voyait les premières conquêtes du socialisme, ne lui a pas échappé. Plus encore que pour la Russie, l'erreur du prophète est flagrante. Il y a, en Chine, 85 % de ruraux qu'une sourde hostilité oppose aux propriétaires riches (Il n'y a pas de grands domaines dans ce pays de jardinage); la révolution sociale y sera paysanne ou ne sera pas. Pour avoir senti et compris cela, pour avoir su imposer la réforme agraire comme but capital du communisme national, Mao-Tse en deviendra le chef incontesté et lui donnera ce caractère terrien qui le singularise et lui confère sa vitalité.

Deux ans après la mort de Sun-Yat-Sen (1925), quand Chang-Tchaï-Check entreprend de réprimer le communisme, la XXe Armée (1) se révolte, dans le Kiang-Si, sous les ordres de Chou-

(1) Il n'y a pas de corps d'armée dans l'organisation chinoise. Un armée est un groupe de quelques divisions.

Teh tandis qu'au Hounan, sa province natale, Mao-Tse lève de nouvelles forces parmi les paysans, les mineurs et les étudiants. Les deux mouvements fusionnent et se grossissent de transfuges et de volontaires venus de partout. Mao-Tse, d'abord commissaire politique, devient, en 1931, président du gouvernement central soviétique. Sous son autorité, les Rouges tiennent au cours de trois campagnes. Mais en 1934, Chang-Tchaï-Check, assisté par la mission allemande de von Seekt, dispose de 900.000 hommes bien armés et equipés qui bloquent efficacement la zone communiste. Son adversaire décide alors d'entreprendre la « longue marche » qui le mènera dans le Nord-Ouest où, adossé à la Mongolie, il sera plus proche de la Russie, ne risquera plus l'encerclement et se trouvera en posture de jouer un rôle important dans la lutte contre le Japon qui s'annonce. En octobre, 100.000 soldats encadrant une foule de femmes, d'enfants, de vieillards, forcent le blocus, contournent Tchoung-King par l'Ouest longent les confins thibétains, montent vers le Nord, sans cesse harcelés et décimés par l'adversaire mais aussi recomplétés par des volontaires. A la fin d'octobre 1935, cette masse opère sa jonction, dans le Chen-Si avec d'autres forces communistes. Il ne lui reste que 20.000 combattants de ceux qui prirent le départ, un an plus tôt, dans le Kiang-Si ; en 368 jours, elle a parcouru 12.000 kilomètres sur des chemins bien rarement carrossables, en montagne, dans des zones semi-désertiques, mais à travers des populations complices.

Mao-Tse installe sa capitale à Ye-Nam, dans une ville de troglodytes, en bordure de la Mongolie. Elle y restera douze ans. C'est là que, dans les répits de l'action, il formule, d'un style sobre, ses théories politiques : réalisation d'un régime adapté à la Chine où la paysannerie pauvre jouera le rôle de la classe ouvrière dans le marxisme orthodoxe, industrialisation ultérieure, fidélité à l'alliance russe. Il chante aussi l'épopée de ses troupes, car il est poète ,et rédige, dès l'automne de 1936, ses conceptions militaires, éditées en 1941 à l'usage de l'Académie de l'Armée Rouge.

Entre temps, l'agression japonaise a provoqué la création d'un front uni avec Chang-Tchaï-Check sans, pour cela, dissiper les défiances réciproques. La victoire étrangère acquise après 8 ans de lutte, c'est la rupture, la conquête méthodique et presque sans grandes batailles sur un adversaire politiquement pourri, le triomphe et, presque immédiatement, l'amorce de poussées extérieures par satellites interposés : la Corée du Nord et le Viet-Min.

III. — La pensée stratégique de Mao-Tse-Toung et ses sources.

Les conceptions militaires de Mao-Tse résultent evidemment pour une large part, de son expérience pratique du commandement, exercé, du reste, dans des conditions très particulières. Mais cette expérience est venue se greffer sur une formation intellectuelle préalable déjà signalée et qu'il est indispensable de pénétrer pour discerner la portée générale de sa pensée.

De son contact avec Clausewitz et ses commentateurs marxistes, notre chef chinois est resté, pour toujours, convaincu que la guerre n'est pas uniquement militaire, qu'elle n'est, entre tant d'autres, qu'un des moyens de la politique, qu'elle ne saurait être gagnée sans l'emploi judicieux de la force mais qu'elle peut être perdue avant le premier coup de feu. Les souvenirs de ses lectures historiques n'ont pas manqué de s'ordonner, pour l'illustrer, autour de cette pensée centrale : Pierre le Grand connut tant de déboires avant de se trouver en mesure d'emporter la décision ; Wellington fut si longtemps réduit aux harcèlements périphériques avant de pouvoir affronter la puissance napoléonienne ; Washington et Lincoln durent forger leurs armées au cours même de la lutte.

Par ailleurs, nous savons que Mao-Tse s'est, dans sa jeunsse, initié à la culture traditionnelle et il dit lui-même combien il devait au « Vou-King », le recueil des classiques militaires de l'antiquité chinoise, particulièrement à Sun-Tse, le plus important et le plus ancien de ces auteurs (VIe siècle avant Jésus-Christ) qui, comme Clausewitz, a voulu formuler une philosophie de l'art militaire transcendant les circonstances contingentes et les techniques transitoires. Le « Vou-King », du reste, n'était jamais tombé en oubli. Jusqu'à la fin de la Chine impériale, il avait figuré au programme des examens militaires ; Yuan-Che-Kaï qui, de 1908 à 1916, disputa le pouvoir à Sun-Yat-Sen et les généraux qui, après lui, se partagèrent les provinces du Nord, Tsao-Koun, Ou-Peï-Fou, Feng-Lou-Siang (le général chrétien) réclamaient Sun-Tse pour leur maître. Les Japonais eux-mêmes, l'étudiaient.

Sun-Tse commence par se placer sous l'invocation de la « doctrine », celle de Confucius (551-479 avant Jésus-Christ). C'est, on le sait, une discipline de pensée fondée sur l'observation et l'expérimentation en même temps qu'une morale politique basée sur l'idée que le Prince, dans le respect de l'ordre cosmique et avec les conseils des sages, a pour fonction de moraliser le peuple. La première vertu du sujet est la fidélité à la tradition qui se confond avec le loyalisme, la piété filiale, la subordination de l'intérêt individuel à celui du groupe fami-

lial, corporatif ou régional. « La doctrine fait naître l'unité de pensée ; inspire une manière de vivre et de mourir, rend intrépide et inébranlable dans le malheur ou devant la mort. » Comme tous les grands penseurs militaires, Sun-Tse ne cherche pas à mettre la guerre en équations mais à faire sentir l'extraordinaire variété de ses données parfois contradictoires ainsi que la synthèse de raisonnement et d'intuition qui, seule, permet d'imaginer les compromis appropriés et exécutables. Il répudie l'imitation servile des anciens qui érige en système des procédés transitoires aussi bien que l'orgueilleux mépris du passé qui conduit à l'oubli des facteurs permanents. Bien entendu, la plupart de ses aphorismes sont en plein accord avec les principes formulés par les grands chefs ou théoriciens de l'Occident mais, où il est original et paradoxalement actuel, c'est dans sa conception politico-militaire de la guerre, infiniment plus nuancée que, par exemple, la vision du puissant et sommaire acte de force qui accapare la pensée de Napoléon. Pour ce Chinois prudent, patient, méthodique, qui entend utiliser tous les moyens à sa portée, la guerre n'est qu'un pis-aller imposé par la nécessité quand on ne peut atteindre autrement le but fixé par l'intérêt général et quand on est assuré de la mener à bonne fin. Il est désirable qu'elle soit courte pour ne pas être ruineuse mais il ne faut brusquer les événements que quand on dispose de moyens suffisants ; le but n'est pas de remporter de coûteuses victoires mais de conquérir la paix de son choix. « L'ennemi d'aujourd'hui est l'allié de demain et l'allié d'aujourd'hui, l'ennemi de demain ». Il convient de préserver avant de conquérir. Le hasard est à éliminer au maximum par la prévision, le calcul, la mesure, la méditation. La bataille n'est qu'un moyen de lutte entre d'autres ; elle est nécessaire mais ne doit être livrée qu'à bon escient, quand on est le plus fort. C'est au chef de savoir quand l'accepter ou l'éviter ; la victoire est le prix d'une supputation exacte. L'art défensif ne le cède pas à l'offensif. On peut tourner, user, saper l'obstacle avant de l'aborder de front et paralyser l'ennemi sans bataille. Il y a bien des moyens d'arriver à la supériorité des forces si l'on sait garder ses projets et ses dispositions secrets en se renseignant par l'espionnage sur ceux de l'adversaire ; on peut le harceler, l'amener, par la ruse, à se diviser et à prendre les mesures qu'on souhaite ; on peut susciter chez lui la trahison, les dissensions, la dépravation, la corruption. L'objectif des coups ne se limite pas aux forces combattantes. On ne doit négliger aucun avantage mais évaluer le coût de chacun.

On va voir à quel point ces idées ont influencé Mao-Tse, sans doute ataviquement préparé à les accueillir.

Son livre commence aussi par une invocation à la « doctrine » : celle du marxo-léninisme, cette fois. « La guerre est l'une des formes les plus élevées de la lutte pour le règlement des contradictions entre les classes, les nations, les états ou les groupes politiques... Les problèmes de l'armée ne peuvent être étudiés qu'en rapport avec la politique dont elle est l'instrument... Le but politique d'une guerre conditionne sa conduite ».

Le titre de l'ouvrage : « La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine », définit nettement son objet ; l'auteur y insiste : il ne s'agit pas d'un traité sur la guerre en général mais d'une adaptation des principes fondamentaux à ce cas particulier qu'est la guerre *révolutionnaire* en *Chine*. Toutefois, le sujet est traité avec une telle élévation qu'il éclaire vivement la méthode intellectuelle employée et fournit plus d'une amorce à des conclusions générales. D'autant que, comme Staline, l'auteur pense que, dans toute guerre, quelle que soit sa forme, jouent de façon constante un certain nombre de facteurs : la solidité de l'arrière, le moral, le nombre, la qualité et l'armement des troupes, les capacités d'organisation du commandement.

La synthèse de la situation stratégique des Rouges vis-à-vis du Kuo-Min-Tang ainsi que la conduite de la guerre et la stratégie qui en sont déduites sont, en tous points, remarquables et pleines de leçons d'avenir car, si elles portent le sceau personnel de Mao-Tse, elles sont aussi marquées par le génie national au point qu'on pourrait les attribuer à Sun-Tse qui serait aussi bien l'auteur d'un aphorisme comme celui-ci : « La victoire tactique n'est pas tout ; pour apporter la décision, il faut qu'elle soit située dans un cadre stratégique judicieux ».

La Chine est un pays aux dimensions et ressources immenses mais de développement économique et politique inégal. Il y coexiste une économie capitaliste fragile et une quasi-féodale dominante, quelques villes industrielles ou commerçantes d'aspect moderne et de vastes étendues médiévales, quelques millions d'ouvriers et des centaines de millions de paysans, les puissants maîtres du gouvernement central et de petits seigneurs provinciaux, une armée régulière et des forces locales, quelques voies ferrées, autostrades, lignes de navigation et des pistes innombrables. Dans ce cadre, s'opposent le Kuo-Min-Tang qui dispose de moyens puissants et le parti communiste dont l'armée est faible mais la position politique solide grâce à la réforme agraire et qui s'efforce de grouper le maximum d'alliés. La victoire des Rouges est possible mais à longue échéance, quand aura été brisé le front intérieur de l'ennemi et si aucune aventure prématurée ne la compromet.

La guérilla s'impose aux Communistes ; ils ne la choisissent pas. Il en est de même de la défensive qui doit être active. Cette guerre longue sera faite de campagnes à manœuvres et décisions rapides mais partielles. L'armée est l'armature de la lutte ; elle tient le pays, exerce son emprise sur les arrières, concourt à la politisation et est soumise à une stricte discipline idéologique ; il la faut sans cesse développer et perfectionner tout en se gardant d'alourdir ses services. Mais, sans l'appui du peuple, elle n'est qu' « un guerrier manchot ». La population est, pour l'armée, « ce que l'eau est au poisson » ; elle constitue une infrastructure clandestine pour les activités de démoralisation, de propagande ou d'espionnage et pour les actions de partisans, toutes menées en coordination étroite avec les opérations de bataille qui, environné de ce soutien actif, frappe, à coups sûrs sur un adversaire désorienté. La lutte proprement militaire, tout en respectant une rigoureuse unité de direction stratégique malgré une relative décentralisation du commandement, doit être conduite conformément aux « *Seize mots-clés* » :

— « Ennemi avançant, nous reculons ».
— « Ennemi retranché, nous harcelons ».
— « Ennemi épuisé, nous attaquons ».
— « Ennemi retraitant, nous poursuivons ».

Le temps travaille pour les Rouges. L'espace n'a pas d'importance et, quand c'est nécessaire, il convient de lâcher de préférence le terrain politiquement conquis ; on peut même trouver avantage à attirer profondément l'ennemi. Il ne s'agit pas de refouler celui-ci mais d'en détruire des fractions. « Il vaut mieux anéantir un régiment que d'en mettre dix en fuite ». Il s'agit aussi de capturer du matériel. « Nos arsenaux sont au front ». Il convient donc de rechercher les grands enveloppements. « L'offensive est nécessaire mais à son heure... quoique la stratégie nous impose la lutte à un contre dix, la règle tactique est de se mettre à dix contre un... Aucune attaque ne doit être lancée tant que les conditions du succès ne sont pas réalisées : préparation minutieuse, situation favorable, rapport des forces suffisant, ennemi fatigué, diminué ou en faute... Je n'ai que faire de généraux impétueux ».

Ce sont ces méthodes d'un froid réalisme insensible au désespoir comme à la griserie du succès qui furent appliquées dans la guerre lente et totale d'anéantissement menée contre Chang-Tchaï-Check. En 1946, Mao-Tse très inférieur cède 130 villes mais ne cesse de harceler et user l'adversaire en lui refusant la bataille décisive, en 1947, il passe à l'offensive ; en

1948, une série d'encerclements réussis le mène sur le Yang-Tse; en 1949, il exploite la débâcle du Kuo-Min-Tang.

IV. — Force et faiblesse militaire de la Chine.

Comme on pouvait le prévoir, la Chine rouge à peine unifiée a manifesté sa force d'expansion en se servant de la Corée du Nord et du Viet-Minh qu'elle a manœuvrés, conseillés et soutenus. L'influence de la pensée stratégique de Mao-Tse sur la conduite des opérations entreprises par ces deux satellites est frappante. La campagne d'Indo-Chine, avec ses flux, ses reflux, le pourrissement du delta et finalement la bataille décisive livrée à Dien-Bien-Phu contre un adversaire surpris en faute, est particulièrement caractéristique. Quant à l'engagement d'une armée de volontaires en Corée, il a permis d'apprécier la qualité de l'instrument militaire chinois en face de troupes européennes puissamment équipées.

Le haut-commandement s'y est montré habile à jouer de ses moyens ; ce qui n'a rien de surprenant quand on sait que Mao-Tse dispose d'une trentaine de généraux ayant reçu une formation militaire supérieure soit en Chine, soit à l'étranger (Russie, Allemagne, Japon, France ou Australie) qu'il a lui-même choisis et endoctrinés. Le soldat, jadis si méprisé dans l'Empire du Milieu, s'est révélé dévoué, courageux, endurant et si maître de ses nerfs qu'il paraît indifférent aux attaques aériennes et est capable de retenir son feu jusqu'au 50 ou même 30 mètres. Virtuose de l'outil individuel, il s'enterre avec une extrême rapidité. Il permet de réduire les servitudes logistiques en supportant des conditions de vie très rigoureuses ; guère plus, du reste, que celles qu'il a connues hors de l'armée. Si l'équipement d'une minorité d'unités est relativement moderne, celui des autres est extrêmement sommaire et se réduit parfois à une arme individuelle ou quelques grenades par hommes. Au dessous de l'échelon suprême, le commandement est exagérément schématique. Les difficultés de transmission des ordres et comptes-rendus sont considérables dans une masse illettrée et manquant de moyens modernes. La pénurie d'individus possédant les notions techniques les plus élémentaires complique de multiples problèmes.

Avec de telles troupes, en terrain montagneux, pauvre en communications et contre un adversaire supérieurement armé mais numériquement inférieur, les opérations de nuit, qui diminuent l'efficacité du feu, et une tactique de débordements massifs s'imposaient. Les Nord-Coréens et Chinois opposèrent leurs

troupes modernes aux poussées des Américains liés aux axes routiers par leur motorisation et les débordèrent par de puissantes infiltrations de leurs forces légèrement armées dans les intervalles. Le procédé est coûteux en vies humaines ; ce qui importe peu puisque le réservoir démographique est inépuisable ;mais, ce qui est plus grave, il a ses limites. Le compartimentage du terrain et les insuffisances des transmissions rompaient la coordination de ces manœuvres d'ailes qui arrivaient disloquées et à bout de souffle devant la parade de l'adversaire dont la riposte se trouvait, du reste, vite à bout de bras. C'est ainsi que naquit un front continu par impuissance des deux partis à se détruire. Les Orientaux, pour diminuer l'efficacité de l'artillerie, des bombardements aériens et, éventuellement, des projectiles atomiques, s'installèrent sur des positions profondes de 40 kilomètres, faites de blockhaus étagés et dispersés en quinconce sur les cheminements de crête et aux têtes des thalwegs d'infiltration, dont ils maintinrent ou rétablirent l'intégrité à coups de contre-attaques fréquemment nocturnes. Les Occidentaux, pour tirer, de leurs feux, le maximum de puissance d'arrêt, prirent des dispositifs plus linéaires. Ils avaient les moyens de rompre l'équilibre et de briser la stabilisation, mais, par crainte d'une conflagration générale, ils renoncèrent à utiliser leurs armes nucléaires, à bombarder la base mandchourienne d'où l'adversaire tirait ses ressources et se résignèrent à un compromis.

*
* *

Les U.S.A. et la Chine nouvelle sont face à face. Déjà le sang a coulé en Corée mais le round a été nul. En serait-il de même sur le plan stratégique si s'engageait une guerre totale et sans intermédiaire ? Tout l'indique. D'ailleurs, les Américains n'ont nullement l'intention d'envahir l'immensité adverse ; l'aventure du Japon a rappelé qu'on s'y englue mais qu'on ne la maîtrise pas. En outre, on ne distingue pas comment la Chine pourrait porter des coups décisifs et il suffit de se remémorer les constantes de son histoire comme les conceptions de ses chefs pour être assuré qu'elle ne s'engagera jamais dans une guerre dont l'issue serait indiscernable, qu'elle se bornera à prendre prudemment, patiemment des avantages sans risquer le pire. Ce n'est pas elle qui fera jaillir l'étincelle capable d'embraser le monde pour la troisième fois. Peut-être, pourrait-elle être tentée, comme le fut, en 1941, le Japon, de profiter d'un embrasement général né en Occident pour réaliser rapidement ses buts. Encore n'est-ce pas sûr ; immense, prudente, patiente,

égoïste et xénophobe, elle est moins un satellite de la Russie qu'une alliée n'ayant actuellement ni le désir, ni la possibilité d'être infidèle. Par ailleurs, on voit mal l'U.R.S.S. s'engager à fond pour sauver la face de son alliée trop compromise ou pour hâter une expansion qu'elle ne considère sans doute pas sans arrière-pensées.

Les U.S.A. ont compris que, comme au cours de la 2e guerre mondiale, l'Extrême-Orient est un théâtre secondaire. Ils ont évité de s'y laisser fixer, se sont installés dans des positions périphériques d'où ils puissent, avec le minimum de forces, contenir les poussées adverses en soutenant les victimes éventuelles ou en exerçant les représailles auxquelles la Chine, sans même recourir aux moyens nucléaires se trouve particulièrement vulnérables : blocus, bombardement aérien des digues ainsi que d'une industrie et d'un réseau de communications embryonnaires. Cette politique est judicieuse ; ce qui l'est moins, c'est la timidité hésitante des mesures de rétorsion, surtout depuis l'accession d'Eisenhower au pouvoir. Il est engagé dans une partie de poker avec ses bluffs et ses surenchères. Ignore-t-il que les meilleurs joueurs sont les meilleurs psychologues ? Il semble toujours redouter d'aller trop loin. Je crois avoir fait sentir, en analysant la psychologie et la position de son adversaire, qu'il peut aller très loin.

Jean PERRÉ.

Des Anglais jugent la France

(De notre correspondant à Londres)

L'organisation « Political an Economic Planning » a mené voici quelque temps une enquête parmi les étudiants des universités. Elle est parvenue à la conclusion suivante : « L'Anglais est totalement ignorant de ce qui se passe en dehors de son île. Il est socialement conservateur, raide et gourmé. Il est jaloux des Américains et souvent immoral ». Les explications à cet état de choses semblent très fantaisistes : le manque de soleil, des coryzas perpétuelles, une mauvaise nourriture.

En dehors de toute autre considération, il s'avère exact que l'intérêt du Britannique pour ce qui passe à l'extérieur de ses îles est singulièrement réduit. Cette ignorance coupable et volontaire a été souvent stigmatisée, par des Anglais eux-mêmes, et lord Vansittart a écrit un jour : « Les affaires intérieures des pays occidentaux ne concernent plus seulement les intéressés, mais chacun d'entre nous. Nous sommes tous sur le même bateau, qui tangue dangereusement ». Certes, dans les milieux politiques et chez ceux qui forment l'élite de la nation, le continent suscite quelque intérêt, mais qui vient toujours après l'Empire et le Commonwealth. Dans les journaux à grand tirage, une crise politique en France est résumée en dix lignes, généralement sans commentaires. A part l'Allemagne, qui retient l'attention des Anglais à plusieurs titres, parce qu'elle constitue le concurrent numéro un sur les marchés mondiaux, et parce que c'est entre Bonn et Berlin que se joue le sort de l'Occident, à part l'Allemagne l'Anglais moyen attache peu d'importance à la vie des autres nations européennes.

Pourtant, la chute de Mendès le vilain, la crise qui s'en est suivie et le grotesque défilé des Pineau, Pflimlin, Pinay, ont considérablement surpris les Britanniques. Serait-ce que la France inspire une subite sympathie à un peuple tradition-

nellement francophobe ? Ou bien la défaite de « Superman », comme dit Albert Paraz, du failli de Hanoï, de Pondichéry et du Fezzan, a-t-elle été considérée à Londres comme une défaite personnelle de la politique d'Albion ? Il est certain que la France n'inspire pas ici plus de sympathie que par le passé, même si d'avril à octobre, les touristes du royaume d'Elisabeth se ruent comme un seul homme chez le voisin. « Les Anglais, a expliqué l'humoriste Georges Mikes qui possède une grande connaissance des peuples, n'aiment pas les Français. C'est normal. Ils ont été alliés pendant longtemps et, tous les exemples le prouvent, il est impossible d'aimer ou même de tolérer un allié ». Mais il est possible par contre que la faillite finale de Mendès et de sa politique aient consterné certains éléments londoniens qui voyaient en lui, ou bien une proie facile, ou bien un objet facilement maniable.

La politique anglaise, si claire en surface et dans ses apparences, est dans le fond extrêmement complexe. Nous ne pensons pas, comme M. Pierre Fontaine, qu'il suffise de dénoncer les méfaits de l' « Intelligence Service » pour avoir tout dit des manœuvres compliquées qui s'élaborent entre Whitehall et Downing Street. Dans le cas de Mendès, comment expliquer la faveur indiscutable dont il a joui auprès de pas mal d'Anglais ? Mendès, qui n'a rien d'un Clemenceau mais qui vaut à tout prendre mieux qu'un Bevan dont le fanatisme est sans excuses, se voulait un « homme fort ». Eden a publiquement rendu hommage à son « courage » et à sa « ténacité ». Mais en l'occurence, un « homme fort » ne pouvait que se détourner de Londres, dont l'influence au sein de la IVe République comme au sein de la IIIe a été souvent établie. Cette faveur était donc injustifiée. D'autant plus que, comme l'a écrit Alastair Forbes dans le « Sunday Dispatch », Mendès, en favorisant les entreprises les plus douteuses du plus équivoque des neutralismes, ne travaillait finalement pas seulement contre l'Angleterre, mais contre l'Occident et contre l'alliance atlantique. Cette faveur, il faut une fois de plus la mettre sur le compte de l'ignorance des réalités françaises, ignorance si manifeste à Londres.

*
* *

Quoi qu'il en soit, la dernière crise politique au Palais-Bourbon a déclenché en Grande-Bretagne un flot de commentaires. Car si ignorance il y a, n'oublions pas par contre le souvenir de l'Entente dite cordiale, ni celui de centaines d'années de luttes et de rivalités, qui fait qu'il demeure une

curiosité fortement marquée pour cette grande république, laquelle voue à la monarchie britannique le plus constant et le plus excessif des hommages.

C'est dans le « Daily Telegraph » que cette curiosité a pu se manifester le plus largement. Comme tous les principaux titres de la presse londonienne, l'organe conservateur publie chaque jour, régulièrement, les meilleures lettres de ses lecteurs sur une et même deux colonnes. Nous y avons cueilli quelques commentaires qui, tout en illustrant souvent la méconnaissance typique de la politique française (mais pas toujours), sont représentatifs des opinions de l'Anglais moyen. Un lecteur dégoûté écrit : « Il est bien évident que la France est devenue incapable de garder un rôle important dans une alliance défensive. Nous devons réaliser qu'elle a remplacé la Turquie comme « homme malade de l'Europe ». L'absence de toute direction solide dans la conduite de ses affaires a fait la preuve que l'on ne peut avoir confiance en elle. Il faut nous en pénétrer avant de lui confier un rôle qu'elle est incapable d'assumer ». Cette opinion n'est pas toujours partagée : « Le fait, note cet autre lecteur, que la France ait résisté jusqu'ici à l'action néfaste de ses politiciens, montre chez elle une vitalité peu commune ». L'acteur-auteur Peter Ustinov, d'origine slave, qui a écrit une pièce à succès, « L'Amour des quatre colonels », mais qui signa aussi une œuvre vulgaire et répugnante à l'égard du maréchal Pétain, commente pour sa part : « Ce n'est pas pour rien que l'un des symboles de l'Angleterre en France est la « gouvernante anglaise », dont la caricature apparaît dans de nombreux romans. La remarque « la France est un enfant qui mérite d'être corrigé » n'étonnera donc personne ». Un autre lecteur, qui signe curieusement Andrew de Guise, défend, lui, l'idée d'une restauration monarchique dont, dit-il, « les avantages sont évidents ». A cela un autre rétorque qu'une telle restauration serait « faire violence aux traditions d'un grand pays ». Et il ajoute, d'une façon vraiment surprenante, que « la patrie » est inséparable de « la liberté républicaine ». Un troisième intervient : « Le Comte de Paris est le symbole d'une grande tradition dans l'histoire de France, mais en 1955 cette tradition demeure sans effet ». Quelques lecteurs rappellent la renaissance nationale opérée dans leur pays par un Salazar, un Franco, alors que d'autres se contentent d'observer : « Les Français ne seront jamais des moutons que l'on mène en troupeau ». Et d'ajouter : « Si nous les aimons, nous devons les aimer comme ils sont. Et leur faire confiance ». Lord Vansittart a également pris part à ce débat des lecteurs du « Daily Telegraph » et, bien qu'il passe pour un francophile,

il exprima des critiques acerbes à l'endroit de l'anarchie politique de la IVe République, et de ce lent pourrissement qui fait la force du communisme : « Personne, dit-il en réponse à une critique, ne désire intervenir dans les affaires françaises, mais les tergiversations (françaises) constituent un ralentissement dans les plans de mise en défense de l'Occident ». Et de conclure : « Je demeure francophile, mais nous avons atteint un point, apparemment imperceptible, où nous devons tous d'abord être des Européens ».

Si les lecteurs du « Daily Telegraph » disposaient de tous les éléments d'appréciation, ils raisonneraient probablement encore plus durement. Il ne faut pas oublier que les points de vue relevés plus haut sont fondés sur une information partielle, celle que livre à ses lecteurs la presse britannique. On a quelque satisfaction, au demeurant, à relever que même ainsi, même sans connaître la vérité sur la folle épuration de 1944-45, le bain de sang, l'assassinat des élites intellectuelles, les Britanniques n'accordent à de Gaulle plus aucun prestige. Ce mégalomane délirant, lorsque sortit le premier volume de ses « Mémoires », fut copieusement éreinté par certains chroniqueurs qui lui reprochèrent de se croire « plus grand que Churchill », alors qu'il n'en a ou n'avait pas la facture, « et même pas, ajoutent les chroniqueurs, le talent littéraire ».

*
* *

Du « Daily Telegraph », organe pondéré et généralement sérieux, passons au « Daily Mail », de même tendance mais de goûts plus populaires. Passer est une façon de parler. Nous restons dans le même domaine. La critique de la France continue. Ajoutons toutefois que de nombreux Anglais, que n'abusent pas les mots, font une distinction nécessaire entre la France et la IVe République „entre le régime et la nation, entre le pays réel et le pays légal. Charles Maurras n'a pas prêché en vain !

L'un des correspondants parisiens du « Daily Mail », Noel Barber, a annoncé voici environ deux mois, dans un article important et empreint de tristesse, son départ de la capitale. Barber en donne les raisons. « La vie, dit-il, dans ce paradis paradoxal qu'est Paris n'est plus possible ». Noel Barber est dégoûté par les intrigues politiques, les complicités de couloirs, les complots d'antichambres, « qui font tant de mal à la France et à l'Europe ». Et de rappeler : un cabinet peut être renversé, un gouvernement peut tomber, mais les députés gardent leur siège comme si de rien n'était. La conscience anglaise et puri-

taine de M. Barber n'a pu résister à ce machiavélisme latin et démocratique. « Bien que, explique-t-il, la faute majeure de la condition française actuelle va aux politiciens, quelque blâme doit être adressé au peuple lui-même, vidé de sa vitalité par deux guerres ruineuses, et souffrant toujours de quelque chose que nous, en Grande-Bretagne, ne comprendront jamais : l'occupation ». Noel Barber enchaîne : « Mais trop de Français n'essaient rien pour modifier cette situation. Au contraire, ils deviennent plus xénophobes que jamais. Parce qu'il est toujours dur de pardonner la générosité, ils méprisent les Américains. Parce qu'il est impossible d'avouer la défaite, il méprisent les Allemands. Parce que l'envie est sœur de la fierté brisée, ils ne pardonnent pas à la Grande-Bretagne de n'avoir pas perdu la guerre » .Enfin, M. Barber observe : « Paris reste probablement toujours la capitale la plus gaie du monde, et la France le pays le plus beau. Mais, bien qu'on ne le remarque pas au cours d'un bref séjour, le cœur de la nation a changé ».

Dans le « Recorder », un hebdomadaire financier de la City, on relève, sous la signature de M. Emrys Jones, des remarques et des observations de même nature. Pourtant, Emrys Jones n'arrive point à nous impressionner. En effet, son texte est coiffé d'un « chapeau » qui est un chef-d'œuvre de cynisme et d'indécence. Le voici : « M. Jones est un ami de longue date de la France, dont on se souviendra du livre « La Honte de Vichy ». Aussi, quand M. Jones, stigmatisant les crises ministérielles, s'écrie superbement « Cessez cette mascarade ! », on se permettra de penser qu'un auteur de « La Honte de Vichy » est tout de même mal placé pour venir donner des leçons à la Fance. Le numéro suivant du « Recorder » contenait d'ailleurs une fort judicieuse réplique, adressée par le député John Hay, soulignant en particulier que si la IVe République offre à coup sûr un spectacle assez odieux, par contre la France, le pays de France, demeure digne de son passé : « La France, note le député des Communes, est économiquement saine et commercialement prospère. Elle reste un partenaire suffisamment valable pour que l'on souhaite l'avoir à ses côtés. »

*
* *

Lorsque, en avril dernier, fut célébré à grand tapage dans la presse de Paris et fort discrètement dans les journaux de Fleet street le cinquantième anniversaire de l'Entente dite cordiale, le « Daily Herald » posait cette question : « Sommes-nous toujours amis avec les Français ? ». C'est à cette époque

exactement que, dans un message à Eden, Bidault déclarait : « ...L'étroite entente franco-britannique est le rempart de la liberté en Europe depuis le début de ce siècle ». Les Polonais, pour ne prendre que cet exemple, exprimerait vraisemblablement, si on les interrogeait, quelque chose sur la solidité de ce rempart qui, s'il a existé, n'a jamais tenu.

En fait l'erreur des promoteurs français de l'Entente, les Delcassé et les Cambon, fut d'ignorer qu'un Anglais, en toute circonstance et quoi qu'il lui en coûte, demeure Anglais avant tout. Les luttes anglo-françaises, depuis Hastings jusqu'à Fachoda, en passant par Crécy, Azincourt, Calais, La Rochelle, Fontenoy, Waterloo, sans oublier plus près de nous Mers-el-Kébir et l'affaire de la Syrie et du Liban ont laissé en Grande-Bretagne de profonds sentiments francophobes. Des habitants du Surrey viennent de proclamer : « Napoléon reste, avec Hitler, le plus grand ennemi que nous ayons connu ». Sans doute, à l'époque de la bombe à l'hydrogène, et alors que nous sommes tous menacés par les mêmes dangers, ces considérations particulières sont sans valeur. Ne négligeons point cependant cette crue réflexion du général Spears, dans ses « Mémoires », « Assigment to catastrophe », où il traite Weygand de « tube dentifrice usagé » et Chautemps de « cas pathologique » : « Les Français oublient, de génération en génération, quels ennemis implacables nous pouvons être ».

Aussi bien finit-on par penser que, quand la presse de Fleet street, ses commentateurs et ses abonnés, expriment une sympathie attristée pour les désordres politiques de la IVe République, parfois de l'angoisse et souvent de la répulsion, ces sentiments divers et mélangés sont commandés par l'inquiétude de voir, de l'autre côté de la Manche, un pays sans direction politique et sans divisions, un vide immense là où normalement, dans l'esprit de lAnglais moyen, devrait se trouver une carapace solide, un « rempart » pour parler comme M. Bidault, protégeant les rives de la vieille île perfide et hautaine contre les ruées venant du fin fond de l'Est. Pour le reste, on peut toujours méditer cette remarque de George Mikes, qui nous servira de conclusion : « Les Anglais ne comprendront jamais les Français. C'est une question de distance. L'Australie est au coin de la rue, les Indes à un jour de distance. Mais la France, elle, est à des millions d'années-lumière ».

Pierre HOFSTETTER.

L'Activité de "Défense de l'Occident"

Dans le cadre d'une série de réunions d'informations tenues dans le centre et le midi de France, notre camarade Maurice Bardèche a fait le jeudi 4 mai à Poitiers une réunion qui a donné lieu à des incidents que la presse parisienne a signalée.

Maurice Bardèche avait été invité par de jeunes étudiants de l'Université de Poitiers à exposer ses idées sur les problèmes actuels de la politique européenne. La conférence devait avoir lieu à la Maison du Peuple. Les associations communistes et crypto-communistes firent appel aux résistants de Poitiers ainsi qu'à ceux de Chatellerault et de Limoges pour empêcher la réunion.

A huit heures une foule importante de manifestants se groupa dans les rues centrales de la ville et aux abords de la Maison du Peuple, qu'elle envahit complètement. La police locale, renforcée indique le compte-rendu de *Paris-Presse* par les compagnies de C.R.S. venues de La Rochelle, n'intervint pas. Le conférencier fut accueilli par les cris et les menaces d'une foule surexcitée. Des bagarres violentes se produisirent dès qu'il eût pris place sur l'estrade. Après une dizaine de minutes de corps à corps dans la salle et au pied de la tribune, des forces de police pénétrèrent dans la salle et le commissaire central ordonna la dissolution de la réunion et l'évacuation des locaux. La conférence prévue fut tenue une heure plus tard, sous forme de réunion privée, dans une salle d'un établissement de la ville.

Les C.R.S. patrouillèrent dans les rues du centre pendant une partie de la nuit. Nos jeunes camarades de Poitiers, qui se sont battus à un contre dix contre les communistes avec beaucoup de décision et de courage, n'ont reçu aucune blessure sérieuse.

*
* *

Cet incident nous en dit long sur le genre de liberté que les pouvoirs publics nous assurent en France. Les associations de déportés et d'anciens résistants sont trop souvent de simples instruments du parti communiste qui les manœuvre à leur guise. Des manifestants reconnurent ensuite qu'ils ne savaient pas très bien ce qu'avait fait Maurice Bardèche, mais qu'en tous cas, c'était un *collaborateur*; aux cris qu'ils poussaient, il était facile de voir qu'il était aussi à leurs yeux un délateur, un milicien, un membre

de la Gestapo et un tortionnaire des camps de concentration. Pas un seul ne savait ni ne se souciait de savoir que l'homme qu'ils injuriaient ne s'était jamais occupé de politique avant 1946 et aucun d'entre eux ne connaissait ni ses livres ni ses idées. Mais ils étaient, sans le savoir, les exécutants d'un parti qui continue, comme en 1945, à s'appuyer sur la violence pour étouffer la vérité.

Nous vivons dans une démocratie qui est une caricature de la démocratie. Le gouvernement reconnaît le droit de réunion, il laisse les adversaires prendre la parole ; mais il s'arrange aussi pour qu'ils soient assommés, sous le regard « objectif » de la police, par des hommes de main du parti communiste qu'il désigne ensuite comme l'ennemi de l'Etat. Le parti communiste est l'ennemi de l'Etat dans les discours officiels : mais il est un bon serviteur de la démocratie quand il s'agit de coups de matraques. Pour finir, le *Centre National des Indépendants* a publié un communiqué pour faire savoir qu'il n'avait rien de commun avec les *Jeunes Indépendants de Poitiers,* organisateurs de cette conférence, qu'il sera bien aise cependant de compter parmi les siens au moment de la campagne électorale.

*
* *

Dans le courant du mois d'avril, des réunions d'information ont été tenues à Montpellier, Marmande, Libourne et Bordeaux. Notre réunion de Montpellier a donné lieu à une campagne de presse soutenue par les journaux communistes du midi. Elle s'est déroulée sans incidents.

Une conférence de Maurice Bardèche est prévue pour le jeudi 26 mai à Bruxelles, sous les auspices des *Conférences d'Occident,* 161, rue du Trône.

*
* *

Nos camarades d'Alger nous prient de faire savoir qu'en raison du nombre de nos sympathisants en Afrique du Nord, un bureau de *Défense de l'Occident* a été ouvert à l'adresse suivante : M. Jean Dorvaux, chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaîté, Alger.

*
* *

Nous rappelons à nos camarades que le premier Congrès du Mouvement Social Européen est convoqué à Wiesbaden du 13 au 16 août 1955. Les camarades qui désirent y participer doivent se mettre en relations avec la direction de « Défense de l'Occident » qui transmettra.

Notre numéro spécial sur Robert Brasillach

Nous tenons à remercier notre confrère d'Outre-Rhin « *Der Fortschritt* » qui a bien voulu informer ses lecteurs de la parution de notre numéro spécial consacré au « *Souvenir de Robert Brasillach* ».

Après avoir rappelé l'ultime tentative faite par différentes personnalités littéraires en vue d'arracher la grâce de « *l'écrivain le plus doué et le plus riche en espérances de la jeune génération française* », et l'accueil qui lui fut fait en haut lieu, « *Der Fortschritt* » rappelle qu'il avait commis un crime impardonnable : avoir dans ses articles « *prôné une réconciliation franco-allemande et une fraternité d'arme européenne contre le bolchevisme* ».

Soulignant le vide irréparable que sa mort prématurée a laissé, notre confrère allemand voit dans l'hommage que lui ont rendu ses amis fidèles, venus souvent d'horizons politiques différents, non seulement « *une protestation contre son exécution mais aussi un espoir pour la France et pour l'Europe* ».

Les Livres du Mois

« AU SEUIL DE L'ESOTERISME », de Paul Sérant (*Editions Grasset*).

Pour ouvrir la nouvelles collection « Correspondances » chez Grasset, c'est une véritable petite introduction à la notion même d'ésotérisme que nous donne Paul Sérant. On connaissait déjà son travail sur René Guénon et sa participation au livre de Pauwels sur Gurdjieff ; ce qu'il vise ici, c'est une présentation élémentaire de l'ésotérisme à l'usage d'un public nullement préparé pour lequel ce mot n'évoque souvent que l'idée d'une confusion flatteuse aux originaux. C'est une heureuse tendance des milieux *traditionnels* actuels que de mettre un peu de rigueur dans un monde qui apparaissait auparavant comme un vaste fatras. Paul Sérant, voulant de plus atteindre un autre public que celui toujours touché par les fumées et les obscurités propices, se devait d'écrire avec la plus grande simplicité et la plus grande clarté. Il nous expose en effet en pleine lumière le point de vue ésotériste de la connaissance, ses rapports avec la science, avec la religion catholique, avec les sociétés initiatiques, avec l'Orient, avec le monde moderne surtout, mais aussi avec bien d'autres domaines... Cette clarté si grande ne va pas sans une certaine contrepartie, sans le risque de perdre, pour se faire entendre de tous, un accent original. Dans la très importante préface qu'il a donnée au livre, Raymond Abellio, directeur de la collection, souligne le danger qu'il y a de confondre méthode d'exposition et raison d'explication, de rester dans des oppositions linéaires en perdant quelque peu la richesse des correspondances symboliques.

Mais Sérant souligne, lui, bien d'autres dangers que courent les esprits faibles dans les milieux ésotéristes : infini bavardage sur les vertus du silence, orgueil, manie de l'excommunication ! Nous pensons bien que l'on peut sur ce plan engager sa vie et sa pensée plus profondément qu'il semble le faire, mais nous savons aussi qu'il peut en aider beaucoup à aborder plus sérieusement des demains qu'ils ignorent et nous aimons sa manière de traiter froidement des questions brûlantes qui ne sont peut-être vraiment intéressantes que parce qu'à leur contact s'affrontent violemment en soi lucidité et volonté de complicité.

Bien des nouveaux venus liront ce livre avec intérêt et plaisir.

Bernard Vorge.

*
* *

« ILS NE SAVENT PAS CE QU'ILS FONT », par Jean Madiran (*Nouvelles Editions latines*).

Sous ce titre Jean Madiran réunit quelques-uns des plus importants articles qu'il a consacrés à un certain trust catholique de presse, aux hommes qui le dirige, à son influence, au décor de son théâtre derrière lequel les fils se nouent et à la mythologie passionnelle où se rejoignent ses arguments et sa mauvaise foi.

Les tribunes, ce sont la *Vie Catholique illustrée. Témoignage chrétien, Radio-Cinéma-Télévision, L'actualité religieuse dans le monde, la Vie intellectuelle, la Quinzaine*... Les hommes qui, tour à tour, apparaissent sur le devant de la scène ou restent en coulisses mais toujours sont là, membres de la même troupe qui se répartissent les premiers rôles, ce sont Mme Sauvageot, MM. Bende-Méry, Georges Hourdin, Joseph Folliet, Georges Montaron, Dubois-Dumée, les R. P. Boisselot et Chenu.

Jean Madiran nous montre la fausse unanimité d'une presse catholique dirigée par le même très étroit petit concile et la fausse modestie d'un groupe aux moyens financiers très puissants et pratiquement sans rivaux possibles. Il tente également d'analyser les mécanismes du *gauchissement* (à tous les sens du mot) de la pensée de théologiens et de chrétiens... On dit les yeux baissés : *Evangile*, mais on claironne : *Histoire, Révolution*, etc... etc...

Le grand intérêt du livre de Jean Madiran est d'aborder des questions que très peu abordent parce qu'il est peu flatteur de les aborder. Sa limite est celui de l'article de journal dans le cadre duquel il traite de ces problèmes. Son très grand courage, de consacrer tant d'attention et de soins — pour faire œuvre utile — à une pensée qui, finalement, nous frappe surtout par sa complète médiocrité et sa désarmante inexistence.

Lisons vite ce livre et souhaitons à son auteur d'avoir rapidement quelque chose de plus consistant à aborder. Souhaitons aussi que ce soit précisément ce livre qui aide une certaine pensée catholique à se ressaisir : ce serait son véritable sens.

Bernard VORGE.

*
* *

AUTOPSIE DES ETATS-UNIS, par L.-E. Matthias (*Editions du Seuil*).

Voici un livre dont la lecture fouette l'esprit et fait naître d'infinies réflexions. Pourtant il ne cesse d'irriter. Je parie même

que plus d'un lecteur sera scandalisé par les audaces iconoclastes de l'auteur. Est-ce là le signe de son importance ? Si un livre est important, dans le domaine de la sociologie, dans la mesure où il modifie de façon essentielle l'idée que nous avons d'une société, alors certainement le livre de Matthias est un livre important. Sa lecture irrite parce qu'elle fait naître le doute là où la puissance d'un mythe avait créé des certitudes injustifiées.

Il existe, en effet, depuis longtemps en Europe un mythe des Etats-Unis. Le grand mérite de ce livre est de montrer d'une façon très convaincante que ce mythe ne correspond que très rarement à la réalité et que les Etats-Unis, dont Matthias dit d'une façon très juste qu'ils se meuvent dans un monde de pure idéalité, sont finalement victimes de leur propre mythe.

On a reproché violemment à Matthias la partialité de ses jugements sur les Etats-Unis. J'avoue que je ne comprends ni la violence de ces reproches que seule peut expliquer l'irritation de beaucoup d'esprits devant toute tentative de démystification, ni que Matthias s'en défende si vivement en invoquant le caractère scientifique du diagnostic qu'il prétend faire des maladies qui selon lui rongent comme un cancer la société américaine. Ce qui m'intéresse justement c'est ce jugement de valeur sur les Etats-Unis que Matthias se défend de porter et qui est pourtant le résultat de son autopsie (ce dernier terme justement ne doit pas abuser. Littré ne définit-il pas l'autopsie comme un examen attentif que l'on fait soi-même ?)

Que Matthias éprouve une profonde aversion pour les Etats-Unis c'est certain. Que cette aversion déforme parfois les jugements qu'il porte ici et là sur certains aspects de la vie sociale américaine on en convient, mais cela n'a qu'une importance secondaire. Matthias est un homme qui après dix années vécues aux Etats-Unis écrit : « Je n'ai pu respirer librement dans ce pays. » C'est cela qui est important, cette petite phrase qui résume une expérience négative, et que Matthias, voulant en comprendre les raisons profondes, les trouve dans une analyse pénétrante et lumineuse de la structure sociale des Etats-Unis. Il importe peu, alors, que Matthias fasse de la condition ouvrière américaine dans ses aspects d'ailleurs uniquement matériels une description que certains prétendront inexacte et que l'on peut en tous cas trouver, dans l'ensemble, exagérément sombre. Le parti-pris de pousser le tableau au noir que l'on peut, non sans raisons, lui reprocher, même s'il agace, même s'il risque d'en affaiblir l'efficacité, n'altère pas la signification de son analyse.

Toutes les études que nous avons lues sur les Etats-Unis, ces

dernières années, mettent uniformément en relief leur incomparable technique industrielle et leur niveau de vie élevé. Certes personne ne songe à contester que cette technique et ce niveau de vie comptent parmi les plus élevés du monde, encore qu'en ce qui concerne la condition ouvrière on puisse soutenir qu'elle n'est pas aussi paradisiaque qu'on se l'imagine volontiers. (Matthias nous révèle à cet égard sur les conditions du logement et l'état sanitaire des masses américaines des faits généralement méconnus en Europe mais qui ont fait l'objet d'enquêtes aussi sérieuses que celles de *Time, Fortune, US New and World report, New-York Herald Tribune,* etc... C'est ainsi qu'il relève que, selon les évaluations les plus optimistes, le nombre total des malades mentaux représente 8 % de la population des Etats-Unis et que pendant la guerre le nombre des recrues déclarées inaptes au service armé atteignit 40 %.)

Il reste que l'on peut douter avec Matthias que technique et niveau de vie donnent la mesure de la valeur d'une société et de sa réussite. Si l'on estime au contraire que la valeur d'une société se mesure à la richesse et au rayonnement de la civilisation qui est née d'elle, elle dépend donc avant tout de la qualité des institutions qu'elle s'est donnée et de l'autorité morale qui s'attache à l'exercice de la puissance publique, de la conscience qu'a chaque groupe social de participer au rang qui est le sien, à un destin commun, de la place qu'elle fait à ses éducateurs et à ses prêtres, à ses poètes et à ses soldats. Quant à sa réussite, n'est-ce pas la qualité du type d'homme qu'elle engendre qui en est le vivant témoignage?

La question essentielle que pose le livre de Matthias est donc celle-ci : la société américaine détient-elle les énergies intellectuelles, morales et spirituelles qui lui permettent non pas même d'être un élément déterminant de l'évolution de l'humanité, mais simplement de résoudre les problèmes qui commandent son avenir ?

Matthias répond négativement à cette question et il déduit sa réponse de l'analyse de la structure sociale des Etats-Unis sur laquelle s'ouvre son livre. On ne peut certes manquer d'être frappé par le caractère assez souvent arbitraire d'un procédé qui présente incontestablement les inconvénients propres à la méthode déductive ; mais on ne peut nier qu'il est permis à l'auteur d'éclairer d'une façon tout à fait nouvelle et par suite de nous faire mieux comprendre certains aspects de la vie américaine dont l'explication nous échappait jusqu'alors.

Que cette sociologie des Etats-Unis soit l'œuvre d'un européen ne me paraît nullement, contrairement à ce que certains seront

sans doute tentés de penser, en affaiblir la valeur. D'une part elle s'appuie sur des témoignages et des documents strictement américains dont la valeur est incontestable, d'autre part l'analyse qui est à son origine n'aurait certainement pas eu toute son acuité si Matthias n'avait été justement en mesure de définir la société américaine par rapport à la société européenne. Si l'on admet que la société européenne a engendré une admirable civilisation à laquelle les américains doivent de n'être plus parfois que des barbares inquiets pour reprendre le mot de Drieu à propros d'Hémingway, n'est-il pas naturel que ce soit d'une réflexion sur ses caractères essentiels que naisse une sociologie des Etats-Unis ?

Allemand émigré aux Etats-Unis, Matthias nous dit « Pour la première fois je me suis mis à voir l'Europe ». C'est d'une vision de l'Europe et de son organisation sociale que naît, on pourrait dire par opposition, sa vision des Etats-Unis et de leur société. Comment définit-il celle-ci ? Reprenant un terme employé par les sociologues américains eux-mêmes, il la définit comme une société de gains (Acquisitive Society) comme une société de classes sans hiérarchie à laquelle toute notion de rang social et de fonction sociale est absolument étrangère. Une telle société écrit-il, est entièrement conditionnée par la possession des moyens de production. Aucune autorité, aucun pouvoir n'y peuvent s'exercer indépendamment d'elle. Alors qu'en Europe l'autorité et le pouvoir sont conférés et donnent aux hommes qui les détiennent une liberté qui, certes, peut être plus ou moins grande vis-à-vis des hommes d'affaires, de la puissance de l'argent, aux Etats-Unis ils s'acquièrent et tombent inévitablement entre les mains des hommes qui disposent des moyens de production. Que ceux-ci exercent souvent le pouvoir par personnes interposées ne change rien à l'affaire, puisque ces personnes ne possédant pas de rang social au sens où on l'entend en Europe, aucune dignité et par suite aucun respect ne s'attachent à leur fonction qui leur permettent de restreindre le pouvoir des hommes dont ils ne sont que les mandataires.

Alors que la société européenne est caractérisée, remarque très justement Matthias, par la coexistence de deux groupes de forces, l'un, le plus ancien, survivance de la structure médiévale, constitué par les classes fondées sur la notion du rang, porteuses de charges publiques, l'autre constitué par les classes fondées sur les gains, issues de la Révolution française et du triomphe du libéralisme économique, la société américaine est caractérisée par le règne sans limite, fondé sur la violence, des hommes qui détiennent l'argent. Je pense que malgré ses réson-

nances marxistes, ce terme de violence n'a rien d'excessif. Peut-on en effet parler d'autorité véritable quand toute notion de rang social, liée à l'exercice d'une fonction sociale au service de la communauté, est étrangère à la société américaine ?

Comment, dans ces conditions, pourrait-on parler de liberté alors que celle-ci ne peut résulter que de la concurrence de deux pouvoirs se restreignant mutuellement ?

Il est de fait qu'en dépit des principes proclamés par la Constitution des Etats-Unis la liberté individuelle sous toutes ses formes subit sous la pression des forces qui gouvernent la société américaine des restrictions si graves que l'on peut sérieusement se poser la question de savoir si les Etats-Unis sont un Etat de droit autrement que de pure façade. Mais n'est-ce pas là, pourrait-on demander à Matthias, qu'une telle question ne semble pas effleurer, l'aboutissement normal de la démocratie quand elle est fondée sur une société sans hiérarchie ?

Les conséquences d'une telle structure sur les domaines divers où se déploie la vie sociale américaine sont multiples. Elles sont toutefois toutes commandées par un phénomène unique qui caractérise la vie politique, intellectuelle, religieuse et sociale des Etats-Unis : l'existence des lobbies au Congrès, des informal groups dans l'armée, des boards dans les Universités et les paroisses, groupes occultes ou associations dépourvues de caractère officiel qui détiennent en fait la réalité du pouvoir, par l'intermédiaire desquels s'exerce la puissance contraignante d'une opinion savamment façonnée pour le plus grand profit des intérêts d'une minorité, ou qui expriment le désordre profond d'une société que n'anime aucun principe spirituel digne de ce nom, aucune discipline morale et intellectuelle.

Il faut lire à cet égard le remarquable chapitre intitulé « Un christianisme sans croix » pour mesurer l'extraordinaire dégradation de la vie religieuse d'une société dont le matérialisme foncier a éliminé toute idée de l'échec et du mal, toute notion du tragique de la condition humaine, et qui a fini par nier même le caractère spirituel de la mort.

Cette brève analyse d'un livre original et étonnant à plus d'un égard n'en épuise pas le riche contenu est-il besoin de le dire. Je crois en avoir toutefois assez dit pour inviter nos lecteurs à lui accorder l'attention qu'il mérite par l'expression d'une pensée à bien des points de vue résolument « antimoderne ».

Jacques POILLOT.

« La Gran Borrachera »
de Manuel HALCON

L'Espagne actuelle est un pays plein de mystères. Celle de Barrès et de ses disciples et imitateurs était facilement déchiffrable pour ceux qui se contentaient d'interprétations romanesques, ou naturalistes à la façon d'Ibañez. On peut observer en Espagne un phénomène assez curieux chez un grand nombre d'écrivains : les caractères et les mœurs spécifiquement espagnols ne sont plus décrits, ou, s'ils le sont, c'est à travers les procédés empruntés à des écrivains étrangers, et un style qui ne rappelle que de très loin celui de Valle-Inclan. Il y a, fort heureusement, des exceptions de qualité. Par exemple le roman qui fut incontestablement le plus original de l'année qui vient de s'écouler : « La Gran Borrachera » (La Grande Ivresse) que son auteur, Manuel Halcon, a dédié « aux gens que je ne connais pas ».

L'action se déroule aux confins de l'Andalousie, à Jérez. Le fils d'une riche famille terrienne, Alvaro, se fait aimer d'une jeune aristocrate, Mercédès, et l'épouse. Cet Alvaro est si vivant qu'il nous semble l'avoir connu. C'est un franc buveur, chasseur et brillant cavalier, hardi « torero amateur » et coureur de filles émérite. Ses maîtresses sont d'abord chanteuses de « flamenco » puis, après son mariage, des femmes du monde. Et c'est alors que commence pour Mercédès « une douce et amère maladie : l'attente à la maison ». Alvaro entretient d'abord cette maladie afin de pouvoir dilapider la dot en toute quiétude.

Il est vrai qu'une fois par an, au cours de la Semaine Sainte le noceur met la cagoule rouge de sa confrérie et, les pieds nus et enchaînés, parcourt les rues de Jérez en se frappant la poitrine. Il n'est pas moins sincère lorsqu'il lave les pieds des pauvres de la ville dans un plat d'argent. Cet exercice d'humilité sera un jour interrompu par un pauvre gitan qui lui appliquera une solide ruade en pleine face. Le baigneur récalcitrant était le père d'une gamine qu'Alvaro a déshonorée et qui est morte ; c'était le seul moyen qu'il eut de venger son honneur et sa fille, sans que la garde civile lui mit la main au collet.

Alvaro, pourtant, a le vin de plus en plus mystique. Il veut se faire moine, chartreux. Mais il faudrait que sa femme elle-même prononçât des vœux. Avec la dignité d'une grande dame et un solide bon sens, elle refuse de se prêter à ce qu'elle considère comme une détestable fantaisie. Au reste, elle aime son mari et entreprend contre sa folie mystique une lutte qui n'est pas sans grandeur, cependant qu'en robe de bure Alvaro erre dans la campagne. Il rêve de reconstruire une antique chartreuse ruinée et interroge Dieu qui ne semble guère se soucier de ce mendiant couvert de crasse et de poussière. Il apparaîtra dans sa propre maison, au cours d'une soirée mondaine, pour demander l'aumône aux invités, parmi lesquels figurent bon nombre de femmes qui furent ses maîtresses. L'une d'elles, n'ayant pas d'argent, glissera dans sa besace la couronne ducale en or qui orne son sac. La scène est extraordinaire.

Le style de Manuel Halcon est certainement un des plus élégants qu'on puisse lire en espagnol. C'est celui d'un écrivain de race. Il nous montre le pseudo-moine tourmenté par le démon de la soif, rôder autour des caves de Jérez « comme auprès des tentes d'un ennemi endormi » ; et encore Alvaro attendant la réponse du Seigneur au milieu d'un orage qui embrase le vaste paysage odorant des environs de Jérez. Dieu lance la foudre « semblable à un rejon de feu », à cette longue banderille avec laquelle le cavalier tue, aux arènes, le taureau noble qui le charge.

« Il te plairait, dit Mercédès à son mari, que les veuves de ton amour pussent apercevoir le blanc capuchon de ta robe de Chartreux se confondant avec le mur de ta cellule... » Cette satisfaction sera refusée à Alvaro. Il reviendra auprès de sa femme et, assagi, mènera une raisonnable existence de gentleman-farmer.

« La Gran Borrachera » est un livre qui ne doit rien aux influences extérieures, si sensibles, par exemple, dans les œuvres de Carmen Laforêt ou de José Camilo Cela. On a dit de Manuel Halcon que c'était un aristocrate (un « señorito ») andalou, ce qui est vrai. L'espèce n'en est plus si nombreuse aujourd'hui qu'on puisse négliger pareil éloge.

St. P.

" Les scandales de la IVe " et leur influence sur le glas d'un régime

Avec l'année électorale de 1956 qui s'approche, de nouveaux organes fleurissent. Plus ou moins confidentiels, plus ou moins bien faits, plus ou moins réalistes. On appelle ça des « prises de position ». Sans grande influence sur l'électorat parce que les leaders ne sont que des rhéteurs jonglant avec les théories et les principes. Ces jeux n'intéressent plus le public. Ce dernier veut des faits, de la documentation solide, bref ce que lui masque généralement la presse de la IVe. Nous pensons que le bréviaire de l'électeur conscient, en définitive seul maître de l'avenir de la France, a paru. En aucun cas, on ne pourra bien voter si l'on ignore ces documents massifs « Les Scandales de la IVe » que vient de publier en deux tomes du *Crapouillot*, son directeur, Jean Galtier-Boissière, le pamphlétaire-anarchiste-gastronome. On sait que l'anarchie (dans l'essence de son terme et de sa doctrine originelle) est devenue le refuge des gens honnêtes et mécontents qui ne croient plus à un changement possible dans le cadre des institutions existantes. Aux gangs parlementaires organisés, l'anarchie oppose la conscience de l'individu. C'est une autre utopie, évidemment, mais dans la vie, il faut bien se raccrocher à une lueur d'espérance lorsqu'on espère une meilleure condition humaine.

*
* *

J. Galtier-Boissière, en déculottant la IVe république, en démontant les scandales, en opposant les verdicts, en

mettant en cause les vrais responsables couverts par des hommes de paille, en montrant le pillage des deniers publics, en déboulonnant le gangster-roi du moment qui eut soin de se faire couvrir par la politique, prouve que le régime est déjà en faillite, que la révolution est peut-être proche, puisque pour boucher les trous pratiqués par les intouchables, on ne sut que lancer le fisc vissant le prolétariat et les petits commerçants ! Avant 1789, le surintendant des Finances, Fouquet, mourut quand même en prison pour dilapidation des deniers publics.

Remarquons que le régime nouveau de la ploutodémocratie française n'est pas spécial à notre pays. Il est simplement pratiqué avec plus de cynisme chez nous. Né en Grande-Bretagne, il s'étendit aux U. S. A., puis à pas mal d'autres pays avant de nous revenir pour être pratiqué par des hommes soucieux de rattraper un long retard. Mais chacun fait ce qu'il veut chez lui, nous nous contentons de balayer devant notre porte, la tâche est déjà assez énorme comme ça.

Le drame de cet amas de documents est de constater que la France est bradée, non pas seulement dans ses affaires commerciales, mais aussi dans ses affaires nationales. L'affaire Peyré-généraux, sans doute la plus importante de la IVe république, prend une tournure nouvelle lorsqu'on apprend que cet obscur-puissant personnage est, en réalité, un super-agent secret britannique chargé de la démolition intérieure de la France... en commençant par l'Indochine. Ce qui explique la raison pour laquelle on lui facilite sa fuite, dans un pays qui n'extrade pas, nanti d'une somme de vingt-huit millions de francs. Ces dessous d'une affaire grandiose si elle avait été poussée à fond, sont excessivement inquiétants pour l'avenir même de la France. Ils indiquent le machiavélisme britannique poussant la France au premier rang dans les conflits internationaux pour diminuer son potentiel démographique et cherchant par surcroit à tuer son standing en lui faisant perdre ses colonies : d'Indochine en Afrique du Nord, le gouvernement a les preuves de ses ingérences et ne s'en sert pas. C'est donc que certains de ses hommes politiques sont liés d'autre part.

*
* *

Tous les partis trempent dans les combinaisons magistrales. Jean Galtier-Boissière n'épargne personne du R.P.F. (alimentant ses caisses grâce au trafic des piastres) jusqu'à l'extrême gauche. Le tout est de manœuvrer avec adresse et de verser une dime aux caisses du parti si l'on veut échapper aux rigueurs des lois appliquées aux pauvres types. Par exemple, on est frappé de constater que le plus gros contingent de « gens dont on parle » dans ces scandales appartient à la S.F.I.O. et que la Chambre avait décidé, par 235 voix contre 203, de renvoyer M. Jules Moch devant la Haute-Cour. Mais la « majorité constitutionnelle » n'étant pas atteinte, M. Moch conserva son portefeuille de ministre de la Défense Nationale. Détail entre beaucoup d'autres qui oblige à se souvenir que M. Guy Mollet se rendit à Londres, il y a quelques années, pour savoir si son parti devait ou non participer à la constitution d'un gouvernement *français*.

On entend couramment dire dans certains milieux politiques que « la S.F.I.O. est le parti « fossoyeur n° 1 de la France ». Il me souvient que feu mon patron Louis Forest attaqua violemment Léon Blum, pourtant son coréligionnaire, dans une affaire de l'après première guerre mondiale très peu connue, celle du lieutenant allemand « Stephan » ayant versé des subsides au parti socialiste pour que ce dernier luttât au Parlement « afin d'obtenir une paix honorable à l'Allemagne ». L'histoire de la fraternisation avec les « soziaux-demokrats » de 1910-1914, continuait cette fraternisation qui permit aux Allemands d'arriver à cinquante kilomètres de Paris, en 1914, faute de canons lourds français. Tant pis pour les hécatombes de la Marne dans lesquelles les chefs socialistes ne moururent pas.

Il y aurait, pour Pierre Dominique en particulier, une histoire hautement éducative du parti de la S.F.I.O. à écrire. Il semble que ce soit surtout vers 1934, que la S.F.I.O. eût partie définitivement liée avec Londres, certains travaillistes britanniques servant de truchement à la « puissance inconnue » (ou City ?) pour transmettre les directives profi-

tables à la diplomatie britannique. C'est, en effet vers 1934, que l'antisémitisme de Hitler se déchaîna avec violence.

C'est surtout pour les élections Front Populaire de 1936 que l'argent britannique semble intervenir massivement en réaction contre la politique de Pierre Laval qui prétendait secouer la tutelle diplomatique du Foreign Office en signant l'accord franco-soviétique puis l'accord franco-italien (1935). L'indépendance politique de la France amorcée par Laval devait lui valoir la haine de Londres, haine qui le conduisit au poteau d'exécution. A remarquer l'adversité similaire qui se dressa contre M. de Gaulle lorsqu'il voulut imiter Laval.

*
* *

Le chapitre le moins élucidé de l'Histoire de France concerne l'action des agents secrets royaux anglais qui, de 1785 à 1789, « travaillèrent » les milieux avancés français (par l'intermédiaire des garants maçonniques franco-anglais) pour mettre fin à la royauté « ennemie héréditaire » de l'Angleterre et surtout concurrente du « corsairât » pourvoyeur du Trésor anglais. Depuis, sauf éclipses très courtes, Londres ne renonça jamais à augmenter sa puissance du satellicisme diplomatique français. Cette ligne de conduite n'est possible qu'à cause de la vénalité de certains clubs politiques français.

Il faut donc comprendre toute la valeur que peut prendre un parti politique lorsqu'il détient le maximum de postes-clés dans un ministère, dans la haute administration et surtout à la tête des colonies. Après la deuxième guerre, rappelons que M. de Coppet (S.F.I.O.) laissa préparer la révolte de Madagascar — prévue par nos fonctionnaires, noms si l'on veut — alors qu'il en était le gouverneur général. Autre proconsul de la S.F.I.O. : M. Châtaigneau (révolte kabyle de 1945 en Algérie) ; autre gouverneur général de la S.F.I.O., M. Erik Labonne, point de départ du gâchis marocain ; enfin M. Mons, socialiste aussi, Résident général de France en Tunisie (histoire des deux cent dix mille kilomètres carrés de concessions pétrolifères à des sociétés anglaise et américaine). Tout cela n'est peut-être que ha-

sards... Hasards aussi singuliers que les rencontres des gens du même parti dans les différentes affaires évoquées par Jean Galtier-Boissière dans ses « Scandales de la IVe » ! Surtout au moment où l'on n'hésite plus à parler publiquement et officiellement des « ingérences étrangères » dans nos déboires coloniaux. Or, il n'y aurait pas eu « ingérences » sans complicités intérieures pour leur faciliter la tâche, hydrocarbures notamment.

Que penser d'un groupe, officiellement opposé à la C.E.D. par *doctrine* puis changeant brusquement de position quand Londres se décida à adopter la thèse ? J'admets que l'on parle des communistes à la remorque de Moscou : là, nous savons de quoi il retourne ! Mais il faut que le tableau soit complet, que l'on sache ceux qui sont les porte-paroles de Londres et de Washington. Ainsi, nous connaîtrons exactement les grandes causes de la décadence française et de la fin d'un empire.

Nous savons qu'il est de plus en plus difficile de faire connaître la vérité, aussi saisissons-nous la moindre incidence pour la tirer de son puits alors que tant d'autres cherchent à l'y enfoncer davantage ou à l'affubler d'un masque. Nous ne pensons pas qu'un P.-L. Courrier, un Gohier ou un Rochefort trouveraient aujourd'hui un seul organe français (à part D. O.) pour insérer leur prose. Cette fameuse démocratie française n'hésite pas à accepter « l'accident » d'un gros avion de transport parce que le directeur de l'O.C.I. se trouvait justement à bord avec tous les documents sur les piastres et le même « accident » survint à l'avion du jeune journaliste Armorin qui ramenait des révélations du tonnerre sur le même sujet. Pour abattre deux hommes, cette république consentit à laisser impunis les massacres des autres passagers et des équipages. Quant au prix des appareils, aucune importance ! Tout ça pour masquer des salopards du Parlement et leurs complices ! C'est ça, une ploutodémocratie !

Qui retrouve-t-on parmi les noms cités par J.-G.-B ? Certains noms qui figurèrent déjà dans les affaires Stavisky ! Quant au naïf Jacques Despuech, écrivain d'occasion, pour avoir écrit ce qu'il savait, ce qu'il avait vu, non seulement il

fut révoqué, condamné, mais *on* alla jusqu'à le menacer, lui et sa femme, « d'accident » ou d'être enfermé comme fou ! Croyez-vous donc que les internements arbitraires étaient réservés au Masque de fer ou aux lettres de cachet royales ? Beaucoup de Français savent-ils que, sous l'ancien régime, n'allaient à la guerre que les volontaires ou les détenus de droit commun, alors qu'aujourd'hui, le premier père de famille honnête doit aller se faire obligatoirement trouer la paillasse dans une aventure guerrière souvent déclenchée pour masquer les faillites intérieures des fripouillards du régime. Se battrait-on encore si l'on savait pourquoi l'on se bat réellement ? Et c'est pour éviter qu'on évalue que le législatif a mis l'exécutif en esclavage. Il y avait récemment du « nouveau » sur l'assassinat du conseiller Prince ; êtes-vous au courant de la suite qui fut donnée aux témoignages tardifs ?

*
* *

Tout ça parce que les « républicains » ont soif d'argent ! Pourquoi ont-ils soif d'argent ? Pour redevenir des rois ou des roitelets, jouer aux riches, pouvoir puiser dans les harems de l'Etat que sont les théâtres nationaux subventionnés par les deniers des citoyens-serfs auxquels on ne réserve que la joie des polyvalents. Jean Galtier-Boissière en donne un exemple navrant et frappant en rappelant le scandaleux procès de la femme de l'ancien ministre Chevallier qui revint achever son mari et qui fut déclarée non coupable grâce à deux magistrats *envoyés spécialement* en province pour diriger ce procès. Espérons que les applaudissements du public allèrent plus à l'impopularité de feu le ministre qu'à la femme acquittée. Le procès Chevallier, c'est toute l'histoire des têtes « enflées » des pauvres types que le parti pousse vers un siège pour lequel ils n'ont pas d'aptitudes. Alors, à eux les maîtresses et l'argent ; et une maîtresse de ministre ne saurait vivre comme une midinette !

Encore une fois, le public ne doit rien savoir de tout ça ! Une presse représente les « grands hommes » comme des bagnards du travail, comme des gens qui se ruinent à leur

charge, la rare exception confirmant la règle. Quand Poincaré quitta la Présidence de la République, il lui restait cent mille francs ; sa fortune, évaluée à deux millions de francs or, avait fondu pendant son septennat. Comme tout change ! Un récent Président, non seulement se fit construire une villa avec parc à la française mais, à peine libéré, achète une seconde villa sur la Côte d'Azur qui aura son petit yacht. Et les Domaines vendent la belle voiture grand sport du fils, qui avait coûté, dit la presse 1.500.000 francs de contribuables, sans trouver acheteur à 400.000 ! Nous trouverions ça normal, si nous n'avions pas vu personnellement, les débuts besogneux de ces « élus du peuple » défilant de la Bastille à la Nation avec de vieux vêtements fatigués servant spécialement à ces manifestations populaires mais que l'on ne voyait jamais sur eux même au Parlement. Cette hypocrisie est révoltante car elle montre que c'est *avec pleine conscience* que la comédie est jouée et que la république n'est plus que la caricature d'un idéal. Hélas, une caricature rehaussée de sang et d'or souillé. Les républicains ne lisent plus Blanqui ; ils ont tort. Blanqui donne des impératifs comme celui-ci : Tout régime s'appuyant sur l'injustice et la police en appelle immédiatement un autre pour le remplacer. Mais Blanqui était un « pur ».

Si les purs, mais modestes, ne peuvent plus faire entendre de vérités sans risquer pour leur vie ou pour leur situation (ô déclaration universelle des Droits de l'Homme !), les grands qui n'appartiennent pas aux gangs n'ont que peu de chance de faire triompher leur honnêteté. Lorsqu'en 1952, M. Pinay déclara qu'il y avait « *cent milliards d'économies à réaliser sur les passations des marchés de l'Etat notamment pour les commandes militaires* », on n'apprit pas que les polyvalents furent lancés sur le décorticage des marchés de l'Etat ! En prononçant cette parole, M. Pinay reconnaissait implicitement un « sucrage » de cent milliards par an qui profite à quelques-uns. Pas à vous, pas à nous, mais aux personnes « dans le circuit » : cent milliards tandis que l'abbé Pierre pleure après des aumônes pour que des Français ne meurent ni de faim, ni de froid. Quel est donc l'ancien ministre qui nous disait que « la République n'était plus qu'une dictature larvée » ? La

dictature du veau d'or avec la guerre comme moyen de pérennité.

*
* *

Et l'on comprend qu'Henri Jeanson, en conclusion des réquisitions de Jean Galtier-Boissière, publie une collection de faits divers découpés dans les journaux. Les sévices des policiers sur les présumés coupables, les tortures pour faire avouer, et les acquittements des policiers coupables de ces « questions » raffinées. Quand un régime en est arrivé si bas dans sa déliquescence, il a besoin de sbires, de spadassins s'acharnant sur les humbles afin que le peuple souverain se repaisse de culpabilités et se pénètre bien que la Justice n'est pas un vain mot... pour l'homme seul.

Mme Chevallier relaxée, Paulette Dubuisson acquittée ! Qui donc parlait d'une justice de classe sous l'ancien régime ? Aujourd'hui, le manant injustement condamné pourrait-il faire appel, s'il n'a pas d'argent, à la « justice du Président » comme jadis il faisait appel à la « justice du roi » ? Nous voulons bien changer de régime, mais à la condition d'un mieux être et non d'un pire ! Et cela explique que certains révoltés dits « de droite » sont en réalité plus à gauche que l'extrême-gauche, par haine de l'injustice, de la corruption, des vénalités, des vanités et de la bêtise. Nous connaissons des gens de droite passés au communisme par haine de cette fausse bourgeoisie qui ne voit dans la politique que le moyen de se servir au lieu de servir la communauté.

Si Jean Galtier-Boissière, avec adresse d'ailleurs, pour éviter ce qu'il est convenu d'appeler « la diffamation » s'attaque aux faits divers connus, combien y en a-t-il d'autres, ou combien de coulisses ignorées de ces scandales ? Dans l'affaire des vins, par exemple, un monsieur compromis ayant une haute situation sociale, ne supplia-t-il pas son jeune frère de prendre à son compte la signature de lettres compromettantes moyennant une rétribution de... cent millions ? Si l'on avait poussé plus loin l'enquête sur les « hors pool », que d'autres compagnies maritimes connues dans le bain ? Et les avions officiels d'un protectorat effectuant, en 1945-1946, deux et trois voyages par vingt-quatre

heures bourrés de nylon, de lait condensé ? Et la continuation du fructueux business de « Joseph » avec les surplus américains ? Et les rackets des gangs de Paris et de la Côte d'Azur en liaison directe avec la politique ? Et les parachutages d'argent ? Et l'origine des fortunes de personnalités de condition fort modeste il n'y a que dix ans, en voilà du vrai travail pour les polyvalents ! Et les quarante millions trouvés au domicile d'un directeur de grand quotidien, sans qu'il puisse en indiquer l'origine précise ? Et... mais nous n'en finirions pas ! Relisez donc Guglielmo Ferrero relatant les derniers jours de Rome, l'agonie d'un empire, vous serez épouvanté des étranges similitudes. L'Histoire se répète, elle ne s'invente pas. Et c'est pourquoi il faut remercier « les scandales de la IVe » de situer le régime exactement sur la courbe implacable de l'Histoire.

Lorsque J.-G. B. écrivit ses synthèses de scandales de la IVe, il ne connaissait pas encore le livre d'Arthur Laurent *La Banque de l'Indochine et les piastres*, publiés par un éditeur qui a du cran — ce qui devient rare — c'est-à-dire le même que celui du trafic des piastres de Delpuech. Ces révélations d'un ancien homme du jeu dépassent de mille fois la sensation éprouvée à la lecture du premier ouvrage sur le sujet. Une multitude de noms de parlementaires anime cette extraordinaire condamnation d'un régime. Les centaines de millions, de milliards jonglent avec les complicités avec le Viet Minh ! C'est à la fois effarant et épouvantable que cette curée du fric quand tant de Français se faisaient trouer la peau. On commence à respirer un peu à la pensée que des hommes du contingent ne furent pas envoyés en Indochine pour défendre ces sordides combinaisons. Une affaire Stavisky ou Panama n'était que le centième de ce livre dont les acteurs ne connaîtront même pas la haute-Cour. Arthur Laurent préfigure peut-être ce qui attend le restant de l'empire pour des causes à peu près similaires. La France semble gouvernée par des gangs et non par des gouvernements.

*
* *

Nous ne pensons pas que le régime soit perfectible par

l'intérieur, c'est-à-dire par le Parlement. Les trop mauvaises habitudes sont prises bien que nous ne prenions pas TOUS les parlementaires pour les portraits esquissés par Jean Galtier-Boissière. Les bons, les naïfs ou les veules qui ne sont pas à leur place au Palais-Bourbon sont éclaboussés par l'opprobe qui pèse sur certains de leurs collègues. Tant pis pour eux puisqu'ils n'ont que les vélléités des tièdes. Un parlementaire qui voudrait ruer dans les brancards, le pourrait-il ? Prenons l'exemple de Loustanau-Lacau dont nous pourrions publier quelques lettres. L'homme était sûrement honnête ; cet ex-cagoulard ne manquait pas de courage moral et physique. Son existence ne fut qu'une longue révolte. Elu au Parlement, il intervint avec véhémence mais presque essentiellement contre l'extrême-gauche qui n'est pas pour grand'chose dans l'écroulement de la moralité parlementaire. Pourquoi n'exerça-t-il pas son humour et son franc-parler contre l'ensemble des faux docteurs ? Loustanau-Lacau, lorsqu'il fut élu, était commandant. Il stagnait à ce grade à cause de ses opinions politiques. Dès qu'il participa à la Législative, tout en étant député, il devint lieutenant-colonel, colonel et enfin général avec la pension adéquate. Cet avancement lui était certainement dû, soit, mais s'il n'avait pas été député l'accès au haut de l'échelle lui eut-il été permis ? Dès lors, que pouvait-il dire contre un régime qui le comblait de deux traitements ? Son cas n'est pas unique, l'avocat qui devient conseiller d'état, l'autre qui case ses fils dans les industries nationalisées et leurs satellites, l'autre encore qui est parlementaire mais aussi autre chose lui doublant la matérielle. Et voilà, Marianne, pourquoi tes chiens n'aboient plus.

Alors, tous les Français sont-ils émasculés ? Les élites ne fonctionnent-elles plus ?

*
* *

A la vérité, il n'y a plus d'élites. Les diplômes ne sont pas la garantie de l'intelligence, du bon sens et de l'honnêteté. Les élites c'était jadis des hommes qui naissaient avec le sentiment de la grandeur française. Les métissages dénationalisèrent petit à petit les élites. Les grands bourgeois

ne virent que les alliances d'argent pour se substituer aux classes nobles devant lesquelles ils crevaient de jalousie. Quant aux jadis nobles, ils imitèrent la noblesse anglaise. Des hommes riches, très riches, sans nationalité éprouvée, cherchaient le hâvre définitif ; ils voulaient masquer une origine qu'ils croyaient peu reluisante. Alors, ils offrirent leurs filles avec des montagnes d'or et des séductions aux titulaires de blasons un peu ternis par le manque de pécune. Grâce à l'armorial français, les mœurs et les coutumes des azimuts les plus disparates acquirent droit de cité, puis force de loi. Il suffit de se reporter aux alliances familiales pour se convaincre que tel descendant de maréchal royal ne serait rigoureusement rien sans un mariage avec la fille d'un roi du saucisson quelconque ou avec la fille d'un banquier de l'Europe orientale dont le grand-père était usurier dans un ghetto. Le résultat de ce croisement, malgré un nom ronflant et historique, c'est déjà une pensée française à un autre degré.

Si certains métissages enrichissent, d'autres avilissent ; cette évidence n'échappe pas à l'éleveur le moins qualifié. Depuis cent cinquante ans que ces apports se multiplient, les effets deviennent de plus en plus importants à l'intérieur du pays qui subit une sorte de lente dégradation interne, de dénationalisation. C'est ainsi qu'il faut comprendre la disparition des élites qui, jadis, tenaient encore le pavillon au-dessus de leurs intérêts privés. C'est aussi pourquoi, de plus en plus, le divorce s'accentue entre Paris et la province. Paris pense cosmopolite. La province est plus proche de la vérité française parce que le terroir n'est pas masqué par la couche d'asphalte anonyme et cancéreuse. Si le salut, c'est-à-dire le réveil de la moralité et de l'honnêteté, devait naître un jour, c'est de la province qu'il viendrait et non des grandes villes internationalisées où l'on s'y reconnaît de moins en moins avec les pseudonymes légitimés de ces filles Lévy, marquises de Flousstecome.

Mais, dira-t-on, avec de tels scandales pourquoi les communistes, certainement les mieux renseignés, ne lancent-ils pas une offensive magistrale pour déconsidérer le régime et recueillir les fruits de l'écœurement ? Certes, on pourrait leur rendre en partie la monnaie de leur pièce, mais

il faut peut-être considérer une autre tactique qu'un parlementaire appelle « le génie du communisme. »

Il est bien évident qu'au train où vont les hommes et les choses, au train où se succèdent les scandales, tout finira par craquer et sauter. Quand le régime tombera en loques, que tout s'écroulera avec fracas, l'opération « pourrissement naturel » paiera beaucoup plus qu'une opération « pourrissement provoqué ». A ce moment, le parti organisé qui aura gardé sa cohésion, son noyautage, ne se présentera plus comme un maraudeur, *mais comme un sauveur.* La patience d'attendre la complète décomposition peut espérer une rafle complète presque sans adversité et sans dégats alors qu'une action de force lui laisserait d'éternels ennemis puisque le propre du Français est d'accepter un état de fait doucement imposé par la bande, alors il est prêt à risquer sa peau si l'on emploie la force pour le faire changer d'opinion. Ce point de vue est plus important qu'on ne le pense généralement.

« Les Scandales de la IVe », servis à forte dose compacte comme l'a fait Jean Galtier-Boissière, peuvent donc prendre une importance historique toute particulière. Ça n'est plus un fait divers qui défraie la chronique, l'amuse parfois ou procure de bonnes rimes aux chansonniers. Non, c'est plus grave que ça ! C'est un paquet de m... que l'on écrase sur la figure de chaque Français en lui disant : « ah ! tu est malin avec ton bulletin de vote, tes années de campagne à la guerre et tes décorations et tes tiers provisionnels ! Pauvre imbécile, si tu crèves tu n'auras strictement que ce que tu mérites ! »

Pierre FONTAINE.

Albert Einstein

Einstein naquit à Ulm. Il fit ses études au lycée de Munich et à l'Ecole polytechnique de Zurich. Devenu citoyen suisse, il entra à l'Office des brevets suisses et commença ses travaux sur la relativité. En 1914, il abandonna la Suisse et devint professeur à l'Académie des Sciences de Berlin qu'il quitta en 1933. Renonçant à la nationalité allemande, il déclara qu'il ne pouvait rester dans un pays où la liberté de parole et d'enseignement n'était pas garantie, se réfugia en Angleterre où, deux ans plus tôt, il avait été fait docteur *honoris causa* de l'Université d'Oxford, mais, au bout de quelques mois, il trouva plus avantageux de se fixer à Princeton, aux Etats-Unis, où il devait mourir.

Sa carrière scientifique n'est pas de notre ressort ; seul l'homme politique nous intéresse ici. Or, dans ce domaine, il se signalait par deux caractéristiques ; il était sioniste et marxiste.

De bonne heure, avant de quitter l'Europe, il a fait de la propagande sioniste. En 1934, il a écrit dans *As Isu It* plusieurs lignes qui devraient faire réfléchir les peuples pressés d'accueillir généreusement les Israélites :

« *La Palestine n'est pas essentiellement un lieu de refuge pour les Juifs de l'Europe orientale, mais le symbole du réveil de l'esprit collectif de toute la nation juive... Tout cela, quelques-uns l'appellent nationalisme ; il y a quelque chose de fondé dans cette accusation...* » (1).

Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il ait fait des appels à la radio en faveur de diverses œuvres juives, que plusieurs fois il ait été administrateur de l'Université hébraïque de Jérusalem et qu'à la mort de Chaïm Weizmann, le gouvernement d'Israël lui ait offert la présidence de la république, honneur qu'il déclina pour rester aux Etats-Unis et poursuivre ses travaux scientifiques.

(1) Cité par *The Jewish Chronicle*, 22 avril 1955, p. 11.

Son activité « libérale » causa plusieurs fois de l'émotion dans sa nouvelle patrie (la troisième), en particulier, les réponses qu'il fit à des questions qui lui avaient été posées sur les « libertés civiles » essentielles, le jour de ses soixante-quinze ans. A peu près au même moment (mars 1954), il envoya un chèque à une organisation d'Espagnols rouges, le *Comité américain d'aide à la liberté espagnole*. Mac Carthy ouvrit alors une enquête sur lui. Il répondit en critiquant les chasseurs de sorcières, assura qu'il ne répondrait à aucune convocation de la commission sénatoriale d'enquête et engagea les intellectuels à en faire autant.

Cette attitude lui valut une apostrophe cinglante de Mac Carthy : Einstein a beaucoup plus reçu des Etats-Unis qu'il ne leur a donné ; malgré tout, il s'arroge le droit de tracer aux immigrés les limites de leurs devoirs envers leur pays d'adoption.

Mac Carthy avait mis le doigt sur la plaie ; l'attitude d'Einstein dans la question de la défense atomique en témoigne.

En 1939, ce pacifiste de toujours avait révélé à Roosevelt que les Allemands avaient commencé l'étude d'une bombe. Les renseignements qu'il avait apportés devaient permettre aux Anglais et aux Américains de prendre le pas dans ce domaine. Mais ce qui avait été bon contre des « fascistes » devenait odieux le jour où des représailles pouvaient être exercées contre les Soviets. Aussi, lorsque il ne put empêcher les Américains de poursuivre leurs travaux, il préconisa l'organisation d'un gouvernement mondial, chargé du contrôle de l'armement atomique, ce qui équivalait à la livraison des secrets de la défense américaine à l'U. R. S. S. et à la perte de l'avance qui sauve l'hémisphère occidental de l'emprise communiste.

Yves TAMARIS.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558. Dépôt légal : 2e trimestre 1955.

otion
pon-
r les
inze
un
zmé-
une
sor-
e la
uels

Mac
l ne
aux
lop-

ode
gne.
velt
Les
aux
ne.
nait
ître
ins
'un
nto-
nse
ive

—

5.